

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS À L'ÉCHELLE MONDIALE: MOTIVATIONS, OBSTACLES ET RÔLE DE L'ALLEMAGNE

VERSION
LONGUE

RÉSULTATS D'UN SONDAGE COMPARATIF RÉALISÉ AUPRÈS D'EXPERTS EN CHINE, INDE, RUSSIE ET AUX ÉTATS-UNIS



Sommaire

AVANT-PROPOS	5
1. À PROPOS DE L'ÉTUDE	6
2. L'ESSENTIEL EN BREF	8
3. LES PAYS DANS LE DÉTAIL	9
LA CHINE	10
L'INDE	20
LA RUSSIE	30
LES ÉTATS-UNIS	39
4. COMPARATIF ENTRE PAYS ET OPPORTUNITÉS POUR L'ALLEMAGNE	49

Avant-propos

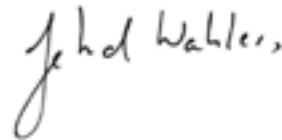
Chères lectrices, chers lecteurs,

L'Accord de Paris sur le climat est entré en vigueur le 4 novembre 2016. L'objectif commun déclaré, c'est-à-dire la limitation du réchauffement climatique à moins de deux degrés Celsius, est extrêmement ambitieux, notamment quand on sait que jusqu'à présent, la croissance économique est toujours allée de pair avec une augmentation des émissions de CO₂ dans le monde. Une question urgente se pose donc: comment concevoir le développement à long terme vers des formes de vie et d'économie durables sur le plan mondial tout en tenant également compte des besoins majeurs actuels et futurs tels que la lutte contre la pauvreté et l'accroissement de la prospérité.

Parmi les signataires de l'Accord sur le climat, on compte quatre des plus grands pays émetteurs de CO₂: la Chine, l'Inde, la Russie et les États-Unis. La présente étude menée par l'institut d'étude de marché Ipsos à la demande de la Fondation Konrad Adenauer se penche donc notamment sur les différentes conditions-cadres à réunir pour la réduction des émissions dans ces quatre pays.

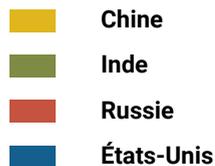
L'analyse met en avant de nombreuses différences, mais également des points communs entre ces États. Elle montre notamment que la protection du climat continue à jouer un rôle mineur, alors qu'il s'agit du moteur principal en matière de réduction des émissions. Pour certains pays, des problématiques comme la lutte contre la pauvreté, la compétitivité économique, la pollution de l'air ou encore l'applicabilité administrative sont ainsi plus pertinentes. Ces résultats sont également d'une importance capitale pour l'engagement international de l'Allemagne en faveur de la politique environnementale.

Je vous souhaite très bonne lecture.



Dr Gerhard Wahlers

À propos de l'étude



L'étude dépeint une image détaillée et approfondie des motivations et obstacles à la réduction des émissions chez les quatre plus grands émetteurs de CO₂ au monde, qui tous réunis, représentent 50 % des émissions.

Dans le contexte de l'Accord de Paris sur le climat et de la question associée de savoir comment respecter les objectifs fixés pour le climat le plus efficacement et rentablement possible, les résultats de cette étude aident les acteurs gouvernementaux, économiques et de la société civile à concevoir, vérifier et orienter leurs stratégies de coopération et leurs projets internationaux. L'étude revient également sur la perception de l'Allemagne du point de vue des pays sur lesquels porte l'analyse, en sa qualité de pionnière et partenaire de coopération indubitable dans la protection environnementale.

Les résultats de l'enquête reflètent les opinions des personnes interrogées. Le chapitre «Comparatif entre pays et opportunités pour l'Allemagne» représente une exception dans la mesure où il contient également les attentes posées à l'Allemagne par les auteurs de l'étude, lorsque ces commentaires se sont avérés pertinents, ainsi que les conclusions à en tirer pour les parties prenantes en Allemagne.

L'étude ne prétend pas à une représentativité statistique. Son objectif est plutôt de répertorier différents points de vue exprimés par des groupes de personnes spécifiques dans les pays analysés, en réalisant une sélection ciblée et un sondage approfondi tout au long du paradigme de qualité.

À propos de l'étude

	Chine	Inde	Russie	États-Unis
Groupes cibles	Experts en climat et environnement des secteurs de l'économie, de l'administration, de la science, de think tanks et d'ONG (cinq entretiens par groupe cible)			
Méthode	Entretiens de qualité avec les experts de 25 à 40 min.			
Période concernée	16/05 – 27/05/2016	26/05 – 16/06/2016	07/04 – 14/06/2016	27/04 – 29/06/2016
Entretiens réalisés	n=20	n=20	n=20	n=20
Recrutement et entretiens sur place	Ipsos Chine	Ipsos Inde	Ipsos Russie	Ipsos États-Unis
Coordination de l'étude et rapports	Ipsos Allemagne Dr Hans-Jürgen Frieß (chef de projet) Katja Kiefer (chef de projet déléguée)			
Analyse	Dr Hans-Jürgen Frieß, Katja Kiefer, Janine Freudenberg, Arne Hellwig, Carina Müller (tous Ipsos)			

L'essentiel en bref

L'Accord de Paris sur le climat a été largement approuvé. Simultanément, quand il s'agit de gérer les émissions, des aspects économiques passent au premier plan. Les intérêts géopolitiques et l'ambition d'une influence internationale ont des répercussions favorables sur les réductions des émissions (sauf (encore) en Inde). De manière générale, on constate une prise de conscience croissante, mais encore faible du problème par la société dans les pays analysés. Au total, les différences d'évaluation entre pays sont plus importantes que celles entre les groupes cibles interrogés (administration, économie, science, think tanks/ONG):

Chine: les principales motivations à la réduction des émissions sont les opportunités économiques, la compétitivité et l'image internationale, suivies plus loin d'aspects de santé (brouillard polluant, etc.). Les obstacles aux réductions d'émissions sont principalement le conflit inhérent entre croissance et réduction des émissions, ainsi que l'applicabilité des mesures au niveau des provinces. L'Allemagne est vue comme un partenaire de coopération et un investisseur.

Inde: la lutte contre la pauvreté ou encore le conflit inhérent entre croissance et réduction des émissions sont les préoccupations majeures du pays. Les conséquences du changement climatique et les risques pour le développement sont perceptibles, mais la réduction des émissions reste encore en retrait, le pays comptant sur l'aide internationale dans ce domaine. L'inertie ou l'incapacité des pouvoirs politiques et de l'admini-

nistration sont de véritables obstacles. L'Allemagne est vue comme un soutien financier et un investisseur.

Russie: ce pays se concentre sur les répercussions économiques. Le changement climatique dû à l'Homme et donc également la logique de la réduction des émissions sont en partie remis en question. L'Allemagne est surtout vue comme un investisseur, mais également comme un partenaire de coopération, et notamment par les pouvoirs économiques.

États-Unis: lorsqu'il s'agit d'investir dans des mesures visant à réduire les émissions, ce pays se concentre surtout sur la rentabilité. Le calcul économique est une motivation, mais également un obstacle à la réduction des émissions. L'Allemagne est vue comme un partenaire économique, mais également comme un concurrent pour la commercialisation de nouvelles techniques et modèles commerciaux.

Le rôle de l'Allemagne: des points de vue technologique et administratif, l'Allemagne est considérée comme exemplaire et est donc un partenaire apprécié. La transition énergétique est également critiquée en raison des coûts qu'elle implique. Une analyse cohérente des motivations et obstacles spécifiques de chaque pays permet des opportunités de coopération supplémentaires.

Les pays dans le détail



CHINE



INDE



RUSSIE



ÉTATS-UNIS

La Chine dans le détail



Principaux résultats

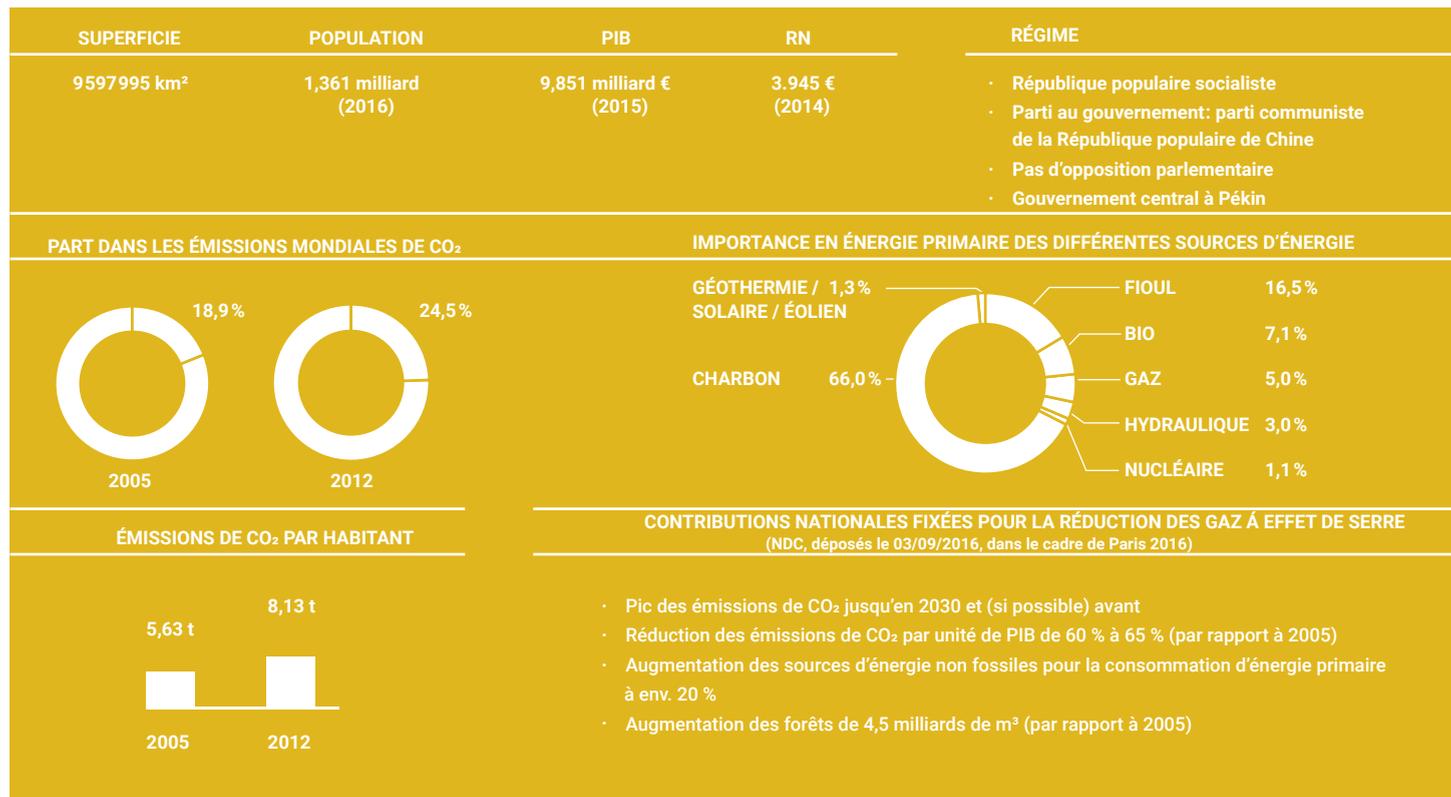
IMPORTANTANCE DE L'ACCORD DE PARIS: l'Accord de Paris est pris très au sérieux en Chine et est largement approuvé par les personnes interrogées. L'application à l'échelle internationale est quant à elle évaluée avec un optimisme prudent.

MOTIVATIONS ET INCITATIONS: la préservation à long terme de la compétitivité et le prestige national représentent les principales motivations pour la réduction des émissions. En sa qualité d'acteur majeur dans le processus, l'État mise surtout sur des incitations économiques.

OBSTACLES: le conflit inhérent entre la réduction des émissions et la croissance économique, les souhaits des consommateurs et la stabilité sociale font obstacle à l'application des objectifs climatiques fixés en Chine.

PERCEPTION DE L'ALLEMAGNE: en matière de protection de l'environnement et sur le plan technologique et économique, l'Allemagne est considérée comme un exemple et représente donc un partenaire apprécié pour la réduction des émissions.

Le pays en bref



SUPERFICIE // POPULATION // RÉGIME // REVENU PAR HABITANT: <http://www.auswaertiges-amt.de/DE/Aussenpolitik/Laender/Laenderinfos/01-Laender/China.html?nnm=383178> (en date du 01/09/2016) // PIB 2015: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/01/weodata/index.aspx> (en date du 11/07/2016) // CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE: <http://www.iea.org/stats/WebGraphs/CHINA4.pdf> (en date du 11/07/2016)
 PART DES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO₂: Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // ÉMISSIONS DE CO₂ PAR HABITANT: Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // OBJECTIFS CLIMATIQUES: <http://cait.wri.org/indc> (en date du 11/07/2016)

Importance de l'Accord de Paris

«L'objectif [fixé à Paris] vaut sans aucun doute la peine **D'ÊTRE ATTEINT**. Mais c'est à l'État de s'en charger.» (économie)

«Le gouvernement se penche de plus en plus sur l'environnement. Il remarque le brouillard et les changements climatiques ainsi que la **CONSOMMATION ÉLEVÉE EN RESSOURCES**.» (science)

«Il s'agit d'une **OCCASION** unique de consolider la réputation de la Chine comme nation formidable.» (administration)

«Les **DÉCISIONS** prises à la conférence ne sont pas très claires et n'engagent à rien.» (administration)

L'Accord de Paris est pris très au sérieux en Chine et est largement approuvé par les personnes interrogées. L'application à l'échelle internationale est quant à elle évaluée avec un optimisme prudent.

Bonne connaissance de l'Accord de Paris: les objectifs fixés à Paris sont généralement connus. Dans tous les groupes cibles, avec des concessions de la part des pouvoirs économiques, tout le monde se penche intensément dessus.

Grande approbation: l'objectif de la limitation de la hausse des températures à moins de 2°C joue un rôle prépondérant eu égard à la pollution croissante de l'air et de la consommation toujours plus élevée de ressources. Il s'agit donc d'un objectif considéré comme valant la peine d'être atteint et même jugé par certains (pas les pouvoirs économiques) comme étant insuffisant pour motiver tous les pays à faire plus d'efforts. L'administration publique surtout veut se positionner comme pionnière consciente de ses responsabilités.

Optimisme prudent concernant la faisabilité: les objectifs climatiques nationaux découlant de l'Accord de Paris pour la Chine sont considérés comme très ambitieux, mais pas irréalisables en raison des nombreux défis économiques, politiques et sociaux qu'ils impliquent. De manière générale, l'Accord prévoit que la Chine n'atteindra son maximum d'émissions pas avant 2030.

La Chine se voit comme un leader mondial: tous les groupes cibles interrogés voient la Chine comme une force motrice et responsable dans la réduction des émissions sur le plan international.

Risques perçus sur le plan international: alors que les groupes se font confiance entre eux et au gouvernement, des doutes ont été émis quant au fait que tous les autres pays appliqueront également les objectifs.

Motivations et incitations

*«Il ne faut pas penser que la baisse des émissions, c'est jeter de l'argent par les fenêtres. En réalité, elle permet **D'ÉCONOMISER.**» (économie)*

*«Nous parlons de développement vert et de la mise en place d'une société écologique. Nous avons toujours su que la pression de la communauté internationale aidera la Chine à se **TRANSFORMER**, grandir et prendre du pouvoir.» (administration)*

*«Nous avons fait une **PROMESSE** lors du Grenelle de l'environnement, que nous nous devons de respecter. Nous espérons créer de bonnes conditions pour la génération à venir» (Science)*

*«La **CLÉ** réside dans la politique.» (think tanks/ONG)*

La préservation à long terme de la compétitivité et le prestige national représentent les principales motivations pour la réduction des émissions. En sa qualité d'acteur majeur dans le processus, l'État mise surtout sur des incitations économiques.

Sauvegarde de la compétitivité et donc du modèle social: une meilleure efficacité énergétique et une gestion plus durable des ressources grâce à des innovations, des réformes économiques, l'encouragement de compétences et la formation sont considérés comme des éléments-clés pour garantir la compétitivité de la Chine et son modèle social sur le long terme.

Plus de responsabilité internationale et prestige national: la Chine a l'impression que la communauté internationale la met sous pression en raison de ses émissions élevées. Dans ce contexte, elle envisage de prendre plus de responsabilités sur le plan international et d'accroître son prestige national grâce à l'innovation.

Pollution de l'environnement comme une gêne: les conséquences de plus en plus perceptibles de la pollution de l'environnement (surtout problèmes/coûts liés à la santé) et la responsabilité envers les générations futures font que les problématiques du climat et de l'environnement prennent une place de plus en plus importante dans la politique.

L'État aux commandes: tous les groupes cibles interrogés voient l'État chinois comme l'acteur politique central et le pionnier à cet égard. Quand on parle de réduction des émissions, on parle aussi d'honneur national et de soutien au gouvernement.

Les incitations économiques en ligne de mire: la Chine mise sur des normes légales et des interdictions pour accroître l'efficacité énergétique et la part des énergies renouvelables. Mais elle se concentre également sur des incitations économiques, comme par exemple un commerce national des émissions à partir de 2017 ou des subventions pour l'achat de véhicules électriques ou hybrides.

Incitations publiques et réglementation

«Des incitations financières pour la modernisation technique et les **ÉCONOMIES D'ÉNERGIE** ont été mises en place depuis longtemps. (...) Il y a également un projet destiné aux consommateurs. (...) Il existe beaucoup de mesures qui rendent les économies d'énergie intéressantes.» (administration)

«Le gouvernement soutient l'éolien, le solaire et l'énergie hydraulique (...) par les lois et des **SUBVENTIONS**. Selon moi, le gouvernement central est le moteur principal dans le pays» (Science)

«Elles [Les règles] fonctionnent. Grâce à elles, les entreprises se lancent rapidement dans des **PROJETS**.» (économie)

«La baisse des émissions est une nouveauté pour plusieurs pays, dont la Chine. Nous nous penchons sur les mécanismes du progrès et les **EXPÉRIENCES** faites à l'étranger, puis discutons de la manière dont on pourrait les appliquer en Chine.» (administration)

Pilotage par le haut: le système en Chine fonctionne du haut vers le bas. Il se concentre sur des systèmes d'incitation positive, comme par exemple des subventions.

Les réglementations fiscales centrales existent déjà:

11^{ème} et 12^{ème} plan sur 5 ans: les premières mesures stratégiques pour la réduction des émissions ont été discutées et mises en œuvre au cours des 10 dernières années.

13^{ème} plan sur 5 ans: avec l'approbation du 13^{ème} plan sur 5 ans, la Chine prescrit les lignes directrices politiques, économiques et sociales jusqu'à l'horizon 2020. Ce plan se concentre surtout sur la modernisation de l'économie au moyen de réformes. L'innovation et le progrès technique doivent permettre de valoriser la production industrielle et ainsi la rendre plus compétitive. L'objectif est également d'augmenter la prospérité de la population et de mettre en place des mesures pour mieux protéger l'environnement. Pour y arriver, il faut notamment créer une conscience plus forte de la part de la société.

Exemples spécifiques:

Mise en place d'un commerce national des émissions / Cap & Trade jusqu'en 2017 Modernisation / Transformation des entreprises en faveur de la réduction des émissions

Encouragement du consommateur par des incitations sur le marché de l'électroménager avec des appareils à haute efficacité énergétique, comme des réfrigérateurs par exemple

Encouragement des consommateurs par des subventions pour les véhicules électriques et hybrides

*«Si nous faisons des efforts, oui [nous y parviendrons]. Nous devons faire confiance à la Chine. Nous sommes plus **SÛRS DE NOUS** que tous les autres pays.» (économie)*

*«Pour les entreprises, la réduction d'émissions ne présentera pas beaucoup d'avantages en termes de rentabilité. Mais il s'agit d'une **RESPONSABILITÉ** obligatoire pour les entreprises. Et c'est ce qui doit les motiver.» (économie)*

*«La technologie de mesure [des émissions] pose problème et doit encore être **DÉVELOPPÉE**, pour plus de maturité.» (science)*

*«Nous parlons de **PAUVRETÉ ET DE RICHESSE**. Il est difficile de changer les choses dans les régions pauvres.» (science)*

Tous les groupes cibles soutiennent pleinement les décisions du gouvernement :

Administration : elle se concentre principalement sur la mise en œuvre et le contrôle des différentes mesures, et ce également sur le plan gouvernemental local.

Économie : ce secteur attribue une connotation positive aux remboursements par tonne de CO₂ économisée. Ils s'élèvent à 600 Yuan (90 USD). Les crédits sans intérêts qui ne sont à rembourser que lorsque la société génère des gains sont également appréciés.

Science : le secteur scientifique trouve louable que le gouvernement mette en place des rapports pour l'analyse systématique des progrès accomplis, tout comme la promotion des véhicules électriques et hybrides.

Think tanks/ONG : la participation des gouvernements de province dans les processus de décision est soulignée comme étant une promesse de succès logique.

De manière générale, les acteurs considèrent que le gouvernement a l'obligation d'intervenir légalement et financièrement :

Économie : l'économie demande des compensations publiques pour les investissements réalisés dans l'efficacité énergétique, des plateformes d'échange, une meilleure participation au processus de réglementation ainsi que des règles claires surveillées de manière cohérente.

Administration : elle souligne surtout des lois, des contrôles, des incitations fiscales et des investissements dans l'infrastructure, ainsi qu'une mesure harmonisée des émissions de CO₂.

Science : elle se concentre sur les lignes directrices, les connaissances et les instructions, les incitations à investir ainsi que leur utilisation et une répartition juste des ressources, sans oublier un travail de relations publiques accru pour une meilleure sensibilisation de la population et des entreprises.

Think tanks/ONG : ces institutions soulignent l'importance de la cohérence entre évolution technologique et pilotage par l'État, ainsi que le financement.

Obstacles

«En raison de notre niveau de **DÉVELOPPEMENT**, la Chine est un peu en retrait en ce qui concerne la consommation d'énergie et l'efficacité énergétique. Il y a encore un grand pas entre la Chine et les pays développés.» (administration)

«[Chez nous en Chine] Il y a encore un grand **ÉCART** entre les régions bien et moins bien développées. Notamment dans les régions les plus faibles économiquement le seul objectif des gens est d'avoir à manger tous les jours.» (science)

«Il y a des **LIMITES** à la pensée et à la conscience des politiciens locaux. Ils doivent connaître le contexte mondial.» (think tanks/ONG)

«Les **LOIS** doivent être plus approfondies et tenir compte de nombreuses conditions pour pouvoir être appliquées en réalité. Sans quoi il ne se passera rien.» (économie)

Le conflit inhérent entre la réduction des émissions et la croissance économique, les souhaits des consommateurs et la stabilité sociale fait obstacle à l'application des objectifs climatiques fixés en Chine.

Conflit inhérent entre la réduction des émissions et la croissance et/ou la course pour le profit: pour augmenter l'efficacité, il faut réaliser des investissements qui commencent par faire baisser les bénéfices et qui souvent ne sont pas finançables. La part de sources d'énergie alternatives augmente; la consommation de charbon, de fioul et de gaz naturel toutefois aussi.

Les régions provinciales craignent des conséquences sociales: dans les provinces notamment, qui dépendent fortement d'industries très énergivores (chimie et acier), on craint les éventuelles conséquences sociales déstabilisantes (perte d'emplois) d'une modernisation énergétique chère.

Faible conscience de l'environnement: la population et les pouvoirs politiques locaux n'ont jusqu'à présent qu'une faible conscience de l'environnement. Leur envie de croissance sociale, de consommation et de gains rapides est élevée. La communication et l'acceptation des mesures de protection climatique sont donc rendues plus difficiles.

Lois sur la réduction des émissions pas encore assez spécifiques: jusqu'à présent, les lois ne tiennent pas suffisamment compte des différences et des spécificités des provinces et secteurs industriels pour que les émissions baissent notablement.

Pas de systèmes de contrôle: les systèmes de mesure et donc de calcul des émissions ne sont pas encore obligatoires. Les systèmes d'incitation à la réduction des émissions ne peuvent donc pas s'ancrer.

«Il s'agit des actions au plan local. (...) Le **GOUVERNEMENT LOCAL** continue d'augmenter le PIB sans vraiment y regarder. Ils préfèrent que les émissions continuent d'augmenter.» (administration)

«Il manque une **INSTITUTION FAISANT AUTORITÉ**, qui examine comment les mesures sont appliquées et comment les émissions peuvent être rendues mesurables et plus simples à gérer» (science)

«Les **LOIS DOIVENT ÊTRE PLUS APPROFONDIES** et tenir compte de nombreuses conditions pour pouvoir être appliquées en réalité. Sans quoi il ne se passera rien.» (économie)

«Il y a des limites comme la pensée et la conscience locale des politiciens. Ils doivent connaître le **CONTEXTE MONDIAL.**» (think tanks/ONG)

Différences individuelles de développement sans ajustement individuel de la réglementation: la différence entre les provinces constitue un obstacle majeur, car aucune incitation spécifique n'a encore été mise en place qui tiendrait compte de la situation de chaque province et des entreprises qui s'y trouvent. Les entreprises jeunes et travaillant avec une technologie dernier cri se voient ainsi imposer les mêmes objectifs de réduction des émissions que les entreprises avec des technologies obsolètes.

Inexpérience inhérente: cela ne fait que quelques années que la Chine met en œuvre des mesures de réduction des émissions, des énergies renouvelables et un réseau électrique décentralisé. Le pays se voit donc sans cesse confronté à de nouveaux défis, en s'intéressant trop rarement aux besoins différents des provinces.

Déficits de compétences: au niveau régional notamment, les politiciens locaux ne disposent pas encore de suffisamment de connaissances et de compréhension du sujet. Ici, les objectifs de croissance passent au premier plan.

Commerce des émissions pas encore mûrement réfléchi: actuellement, le commerce des émissions n'est pas encore mis en œuvre partout dans le pays, mais il y a sept projets pilotes. Les entreprises critiquent notamment que le commerce ne peut pas être libéral en raison de l'interventionnisme du gouvernement.

Perception de l'Allemagne

«Nous utilisons de la technique allemande. Les coûts qui étaient autrefois de 60 Yuan sont désormais de 2 Yuan. Et nous économisons 5000 tonnes de charbon. Ces chiffres sont **EXCEPTI-ONNELS** pour une entreprise.» (économie)

«L'Allemagne a connu un développement extraordinaire dans le secteur des énergies renouvelables. Ils en utilisent déjà beaucoup. C'est important et la Chine a beaucoup à **APPRENDRE** d'eux.» (science)

«Ils [Les Allemands] ont investi beaucoup de force, d'argent et de volonté là-dedans [la protection de l'environnement] et peuvent aujourd'hui se réjouir de résultats correspondants. Mais ils sont liés à des **COÛTS** importants.» (administration)

«Dans de nombreux domaines de la protection de l'environnement, et surtout dans la technologie, l'Allemagne représente un très bon **PARTENAIRE** avec qui il faut collaborer.» (think tanks/ONG)

En matière de protection de l'environnement et sur le plan technologique et économique, l'Allemagne est considérée comme un exemple et représente donc un partenaire apprécié pour la réduction des émissions.

Leader technologique: les installations industrielles et produits allemands sont synonymes de compétitivité, d'ingénierie, d'efficacité énergétique et notamment pour les entreprises très énergivores, dans les réseaux de distribution d'eau et d'électricité et pour la chaleur urbaine. Le transfert des technologies allemandes et les idées sont considérés comme nécessaires à la réduction des émissions en Chine.

Expérience administrative et juridique: en tant que pionnier dans la politique environnementale et de leader en UE, l'Allemagne est attrayante et est considérée comme une référence pour les réglementations en matière de limitation des réductions, pour le commerce des émissions ainsi que pour les incitations économiques, comme par exemple la rétribution des énergies renouvelables produites.

La transition énergétique entre reconnaissance et scepticisme: tout le monde loue que jusqu'à présent la transition énergétique se passe sans impact sur l'économie, même si elle est considérée comme très chère. L'approvisionnement électrique est considéré comme menacé à cause de la renonciation à l'énergie nucléaire et de la volatilité des énergies renouvelables.

Intéressant du point de vue social et culturel et bienvenu comme partenaire: précision, fiabilité, normes de qualité strictes, respect des lois et conscience de ses responsabilités: voici les valeurs positives citées pour l'Allemagne pour favoriser une coopération étroite et empreinte de confiance. De manière générale, l'Allemagne est vue comme un partenaire économique (potentiel) fiable et beaucoup moins comme un concurrent.

L'Inde dans le détail



Principaux résultats

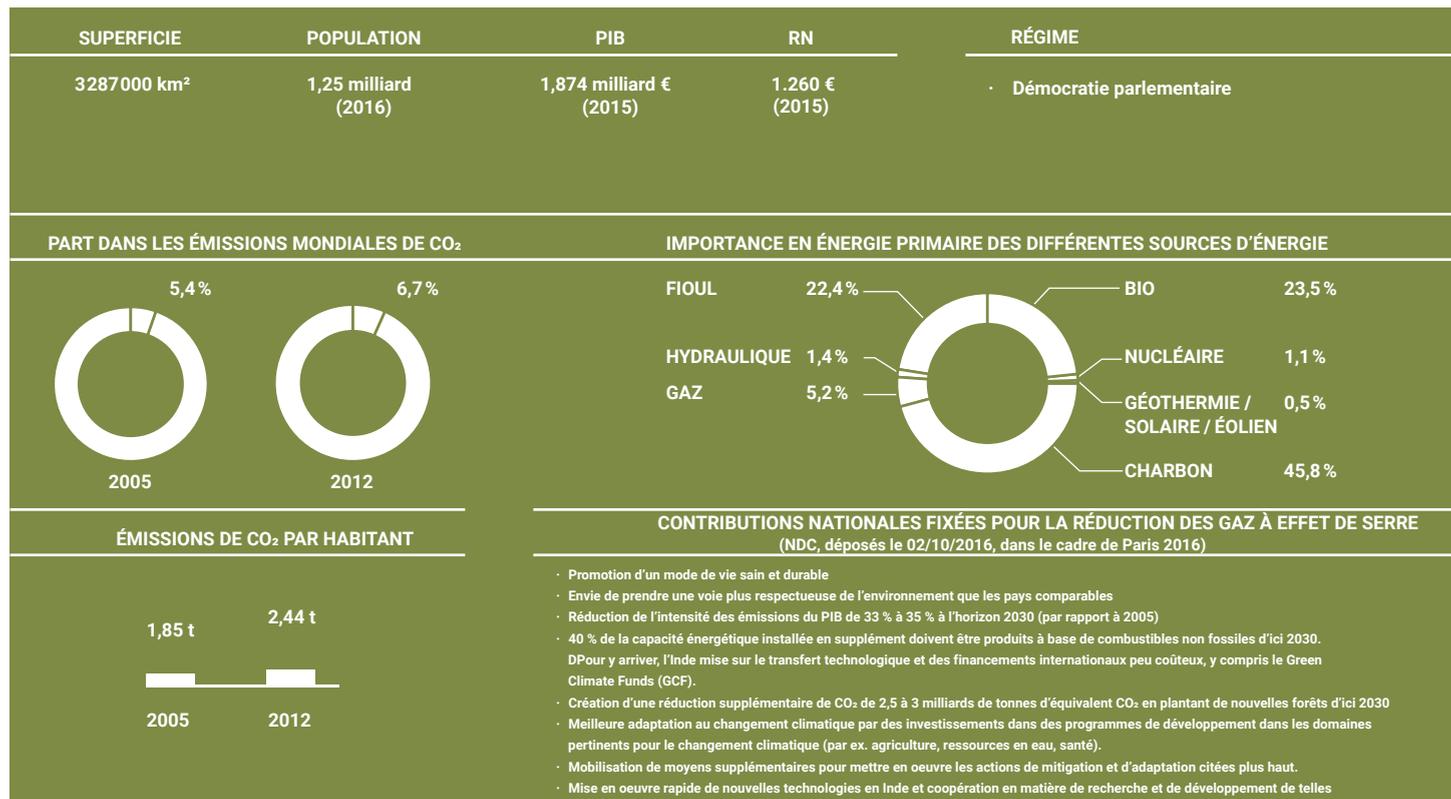
IMPORTANCE DE L'ACCORD DE PARIS: les objectifs de l'Accord de Paris sont très ambitieux selon l'Inde. Leur application est toutefois considérée comme un défi considérable et nécessitant du temps par le pays.

MOTIVATIONS ET INCITATIONS: des phénomènes météorologiques extrêmes, la pollution ainsi que l'aide internationale motivent l'Inde à prendre des mesures pour réduire les émissions. Les modèles de pensée et de comportement durables sont toutefois peu nombreux.

OBSTACLES: la pauvreté, le sous-développement et un État avec peu de pouvoir sont les principaux obstacles à une réduction rapide des émissions. Ces handicaps ne peuvent être surmontés que sur la durée.

PERCEPTION DE L'ALLEMAGNE: en Inde, l'Allemagne jouit d'une excellente réputation et représente un partenaire apprécié. La transition énergétique est évaluée comme une démarche courageuse, mais également critiquée du point de vue des coûts.

Le pays en bref



SUPERFICIE // POPULATION // RÉGIME // REVENU PAR HABITANT: <http://www.auswaertiges-amt.de/DE/Aussenpolitik/Laender/Laenderinfos/01-Laender/Indien.html?nnm=383178> (en date du 01/09/2016) // PIB 2015: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/01/weodata/index.aspx> (en date du 11/07/2016) // CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE: <http://www.iea.org/stats/WebGraphs/INDIA4.pdf> (en date du 11/07/2016)
 PART DES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO₂: Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // ÉMISSIONS DE CO₂ PAR HABITANT: Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // OBJECTIFS CLIMATIQUES: <http://cait.wri.org/indc> (en date du 11/07/2016)

Importance de l'Accord de Paris

«*Je ne connais pas tous les tenants et aboutissants des décisions prises à Paris, mais nous devons nous concentrer sur le présent et **L'AVENIR.***» (administration)

«*Dans le pays, il y a peu de gens qui **COMPRENENT** vraiment les impacts du réchauffement dû aux gaz à effets de serre.*» (think tanks/ONG)

«*Les objectifs ne sont pas **RÉALISTES** parce que la population croît et le besoin en produits aussi.*» (économie)

«*En comparaison à d'autres pays, je pense que nous sommes loin derrière. Nous avançons à **PAS DE BÉBÉ** dans le domaine de l'environnement et de la réduction des émissions.*» (science)

Les objectifs de l'Accord de Paris sont très ambitieux selon l'Inde. Leur application est toutefois considérée comme un défi considérable et nécessitant du temps par le pays.

Connaissances de base sur l'Accord de Paris: il n'y a que peu de personnes interrogées de l'administration, des think tank/ONG et de la science qui connaissent plus que les objectifs principaux de l'Accord de Paris.

Les objectifs de protection climatique de Paris sont considérés comme très ambitieux: la réduction des émissions est considérée comme une nécessité afin de limiter les effets déjà visibles du changement climatique (sécheresse, inondation) et préserver les possibilités économiques et de développement social du pays.

Réalisation des objectifs de Paris éventuellement sur le long terme: pour l'Inde, atteindre les objectifs climatiques découlant de l'Accord semble un énorme défi en raison de leur sous-développement et de leur faiblesse financière. Une baisse des émissions absolues ne peut être envisagée comme réaliste qu'à partir de 2030 au plus tôt. D'ici là, les émissions devraient continuer à augmenter.

L'Inde se voit comme un retardataire: l'Inde se voit comme un retardataire sur le plan international, les questions de prestige n'y ont que peu d'importance. Le pays ne veut pas s'opposer aux objectifs climatiques internationaux, mais il dépendra de l'aide politique et économique extérieure.

Motivations et incitations

«Les températures peuvent monter jusqu'à 45 voire 47 °C. Il est évident qu'il y a un **PROBLÈME** car elles ne cessent d'augmenter. Nous devons donc agir.» (économie)

«Créer de la **CONSCIENCE** est l'un des aspects. Quand elle sera présente, la volonté des gens [à réduire les émissions] suivra.» (économie)

«Vous savez, il y a une chose que j'apprécie beaucoup, c'est ce qui se passe avec la jeune génération. Ils **ENCOURAGENT** les autres à choisir d'autres voies et à ne pas polluer.» (science)

«Les jeunes entreprises se préoccupent de cette question pour **CONTRÔLER** les émissions des voitures, des bus et des trains.» (think tanks/ONG)

Des phénomènes météorologiques extrêmes, la pollution ainsi que l'aide internationale motivent l'Inde à prendre des mesures pour réduire les émissions. Les modèles de pensée et de comportement durables sont toutefois peu nombreux.

Vulnérabilité sociale et économique: les moussons fluctuantes et les sécheresses et inondations en résultant, ainsi que la forte pollution de l'air dans les villes créent d'énormes coûts sociaux et économiques (les pauvres notamment sont très touchés par les récoltes perdues) et incitent à réduire les émissions.

Aide internationale et exemples: l'aide internationale et les success stories incitent l'Inde à réduire ses émissions. Les institutions comme la Banque mondiale influencent les décisions prises par le gouvernement en leur proposant des programmes de financement.

Conscience croissante de l'environnement: de manière générale, la conscience de l'environnement n'est pas encore très développée. Des actions environnementales étudiantes ou des modèles commerciaux novateurs de jeunes sociétés qui visent autant à la compétitivité à l'échelle internationale qu'à la responsabilité envers les générations futures prouvent que les modèles de comportement et de pensée durables prennent de l'ampleur dans la société et soutiennent ainsi la transformation économique du pays et sa participation à la protection climatique internationale.

Les pouvoirs politiques doivent réglementer et mettre en œuvre: le souhait pour plus d'incitations publiques (et notamment des subventions pour les énergies renouvelables, des réductions fiscales pour la réduction des émissions) et une application plus rapide (par ex. promotion des véhicules au GPL, extension des transports publics, crédits pour les entreprises, programmes de formation) a été exprimé.

«Le Premier ministre a annoncé qu'il donnera des **SUBVENTIONS**, quelle que soit la société qui veuille fabriquer des lampes LED.» (science)

«Nous fêtons **L'EARTH DAY**. Et nous plantons des arbres à cette occasion.» (administration)

«Les premières initiatives sont là. Comme par exemple le remplacement des voitures diesel par des voitures GNC. Sans oublier les jours avec **PLAQUE PAIRE/IMPAIRE**.» (science)

Incitations publiques et réglementation

Le gouvernement dirigé par le Premier ministre Narendra Modi essaie de manière accrue d'élaborer des systèmes d'incitation positive et des initiatives et de les faire appliquer: il ne compte pas seulement sur le soutien de l'économie, mais également de la société. Personne ne sait toutefois vraiment s'il y a une volonté politique d'appliquer les mesures.

Swachh Bharat Abhiyan (Clean India Mission): créée en 2014 par le gouvernement indien sous Narendra Modi avec pour objectif de débarrasser les infrastructures du pays comme les routes des déchets.

Soutien d'initiatives d'utilité publique: l'un des points positifs est la promotion financière par des autorités publiques d'initiatives en faveur de la protection de l'environnement (par ex. plantation commune d'arbres dans les écoles). Ceci crée une conscience de la part de la société et prouve l'estime et l'engagement du gouvernement.

Odd Even Days à Delhi: une initiative lancée en 2016 par le maire de Delhi Arvind Kejriwal, pour que certains jours, seuls les véhicules avec une immatriculation paire ou impaire puissent circuler. Les véhicules GNC ne sont pas touchés par cette obligation.

Earth Day: depuis 1970, cet événement est organisé chaque année partout dans le monde en faveur de la protection de l'environnement et un comportement durable. Les médias parlent également de cette journée et donnent des astuces pour agir de manière respectueuse de l'environnement au quotidien.

Autres subventions et restrictions: subventions accordées aux véhicules GNC, utilisation du gaz dans les foyers en lieu et place du charbon et du bois, subventions pour les énergies renouvelables, pour la fabrication de lampes LED, avantages fiscaux pour la réduction des émissions.

Potentiels: utilisation des énergies renouvelables, introduction d'une gestion avancée des déchets, agrandissement du réseau de transports publics.

«Je parle d'énergies renouvelables. Nous avons de grandes **RÉSERVES**, mais combien y a-t-il d'entreprises qui travaillent dans cette branche?»
(science)

«Il y a des **SUBVENTIONS** lorsque certaines valeurs d'émissions sont respectées.»
(industrie)

«Des choses toutes simples comme marcher avec des bougies sont **UTILES**. Nous montrons ainsi que nous ne voulons pas détruire la nature.»
(science)

«Je fonde beaucoup d'espoirs dans le gouvernement actuel. Il essaie d'agir avec **INNOVATION**.»
(think tanks/ONG)

Le pays comprend la relation existant entre la pollution, le malaise social et la réduction des émissions:

Administration: le bien-être de la population est fortement menacé par le changement climatique. La mise en place des premières initiatives de la société civile permet toutefois d'espérer qu'une action commune sera possible sur le long terme.

Économie: les moteurs pour la réduction des émissions sont rarement d'origine économique. La destruction de l'environnement et les répercussions en résultant pour l'Homme sont mises en avant comme raison principale à la réduction des émissions. La formation est considérée comme la clé de la solution.

Science: il existe des initiatives universitaires, des groupes de discussion qui se penchent sur la problématique et obtiennent en partie le soutien des médias.

Think tanks/ONG: les expériences et succès des autres pays donnent l'espoir qu'un changement sera possible à long terme afin d'améliorer le bien-être de la société.

Les systèmes d'incitation sont principalement ancrés au niveau local et régional. Il est toutefois difficile de savoir à quel point ils sont initiés et inspirés sur le plan national.

Administration: les responsables évoquent quelques initiatives qui se concentrent principalement sur la sensibilisation de la population pauvre. La «Mission Clean India» est ainsi la plus souvent citée.

Économie: les subventions (par ex. pour la construction d'usines selon les nouvelles normes) sont appréciées, car elles déchargent les entreprises financièrement.

Science: des initiatives sociales comme la mise en place de normes environnementales sont également citées en mettant en avant leur importance.

Think tanks/ONG: les premières initiatives du gouvernement sont louées comme étant un bon début, mais beaucoup d'entre elles ne vont pas au-delà de la simple idée.

Obstacles

«L'objectif des **GENS** est de gagner de l'argent. Ils veulent plus de voitures et tout le reste leur est bien égal.» (science)

«Il est plutôt **DIFFICILE** pour l'Inde, car il y a beaucoup de corruption.» (think tanks/ONG)

«Les gens ne sont pas assez **FORMÉS.**» (administration)

«Nous sommes en train de **DÉTRUIRE** l'environnement naturel dans lequel nous vivons (...). Au lieu de nous en soucier, nous construisons des centres commerciaux et de grands complexes de bureaux.» (science)

«Dans 50 à 60 ans, peut-être même 100, le succès sera au rendez-vous, mais les répercussions et réussites à court terme ne sont pas imaginables. Et tant que rien ne changera en Chine, cela n'a pas d'**IMPORTANTÉ** que nous agissions en Inde ou non.» (économie)

La pauvreté, le sous-développement et un État sans beaucoup de pouvoir sont les principaux obstacles à une réduction rapide des émissions. Ces handicaps ne peuvent être surmontés que sur la durée.

Conflit inhérent entre la réduction des émissions et la croissance: la croissance économique et démographique, ainsi que la lutte contre la pauvreté accroissent la consommation énergétique et les émissions. Entre lutte pour la survie et orientation vers le consommateur au présent, la protection climatique à long terme semble bien moins essentielle.

Faiblesses légales et manque de volonté politique: les pouvoirs politiques semblent trop passifs. Des mesures et des programmes manquant de clarté et une application retardée, incohérente ou incomplète empêchent une réduction efficace des émissions en raison de la corruption, du manque de compétences et de l'inertie de l'administration.

Manque de systèmes de contrôle et de sanction: il n'y a pas de système fonctionnel qui punit les entreprises lorsqu'elles ne respectent pas les règles. Ces règles ne sont donc souvent pas acceptées par crainte d'une baisse de la compétitivité.

Manque de capital, de savoir-faire, de technologie et d'innovation: les techniques de production indiennes sont obsolètes en de nombreux égards et génèrent beaucoup d'émissions. Une modernisation s'avérerait généralement coûteuse et est donc évitée. Le transfert de connaissances internationales échoue régulièrement à l'application pratique au quotidien.

Manque de conscience: les sujets ayant trait à l'environnement et à la protection du climat ne sont presque pas présents dans les médias, la vie sociale et la formation. Il n'y a pratiquement pas de connaissances sur le changement climatique et ses répercussions ou sur l'urgence d'agir en Inde. Le particulier ne se voit pas responsable d'agir.

«Les gens n'ont pour certains pas beaucoup de formation. Ils disent qu'une personne seule ne **PEUT PAS FAIRE GRAND CHOSE.**» (science)

«Les choses n'avancent pas comme nous le voudrions. Il n'y a pas de politique concrète. Même les règles applicables à certains secteurs ou industries, bien qu'elles existent, ne définissent pas une **LIGNE CLAIRE.**» (think tanks/ONG)

«Et même si c'était contrôlé et qu'on découvrirait que je ne respecte pas les normes, quelles en seraient les conséquences ? **AUCUNE.** Il n'y a pas d'amende ou de loi disant qu'une entreprise devra fermer si elle ne les respecte pas.» (économie)

«Pourquoi le faire **SANS PERSPECTIVE** quant à des profits [modernisation de technologies obsolètes].» (économie)

«Il doit y avoir une **POLITIQUE ÉQUITABLE,** et pas obligatoirement des subventions». (think tanks/ONG)

L'économie et l'administration évaluent les obstacles surtout du point de vue économique.

Administration: les innovations ne sont pas assez nombreuses. L'économie se base sur d'anciennes technologies qui produisent beaucoup d'émissions. Les idées de l'étranger peuvent encourager le développement de nouvelles solutions, mais les démarches échouent souvent par manque d'application dans la réalité.

Économie: la modernisation des processus de production implique des investissements élevés, avec des conséquences sur la croissance économique. Les entreprises ne peuvent pas prendre exemple sur le gouvernement ou l'économie.

Science: le gaspillage de ressources au quotidien (par ex. lumière, sacs en plastique, bois) et par l'économie (par ex. élimination des déchets, revalorisation des déchets) est bien trop grand.

Think tanks/ONG: la population ne cesse de croître, ce qui augmente donc les émissions. Le secteur des transports par exemple prend de l'ampleur alors qu'il n'y a pas assez de réseaux de transports publics et que les véhicules électriques stagnent.

Implication insuffisante du gouvernement et méfiance envers le gouvernement:

Administration: le secteur agricole n'est pas assez au centre des mesures annoncées. L'élevage intensif n'est presque pas contrôlé et les ressources ne sont pas utilisées de manière optimale en revalorisant les déchets par la mise en place d'installations de biogaz.

Économie: les labels de contrôle sont obligatoires pour les nouvelles usines seulement. Les anciennes usines en sont exclues. Les entreprises ont donc l'impression de ne pas être traitées équitablement. De manière générale, il y a un manque de confiance envers le gouvernement (par ex. fraude fiscale, corruption).

Science: les recherches sur le biogaz et le biodiesel ne vont pas suffisamment loin selon la science.

Think tanks/ONG: les décideurs régionaux prennent souvent des décisions sans impliquer les parties prenantes, ce qui crée des résistances.

Perception de l'Allemagne

« L'Allemagne est l'un des pays les plus avancés en matière de **TECHNOLOGIES**. Leur secteur des énergies renouvelables est particulièrement efficace. L'Allemagne est dans tous les cas un partenaire privilégié lorsqu'il s'agit de collaboration. » (administration)

« L'Allemagne a fait de grandes choses [dans l'utilisation des énergies renouvelables]. J'ai lu des études et des rapports. L'Allemagne a fait un grand pas dans la bonne **DIRECTION**. » (think tanks/ONG)

« L'Allemagne est **AVEC CERTITUDE** très efficace, mais son processus de réduction des émissions coûte cher. L'Allemagne peut très certainement se le permettre, mais les coûts sont élevés par rapport aux États-Unis et à la Norvège. » (économie)

« Si l'Allemagne devait travailler avec l'Inde, cela nous serait d'une **AIDE** précieuse. » (science)

En Inde, l'Allemagne jouit d'une excellente réputation et représente un partenaire apprécié. La transition énergétique est évaluée comme une démarche courageuse, mais également critiquée du point de vue des coûts.

Très avancé technologiquement, mais très cher: les technologies de pointe et les innovations, et notamment dans les secteurs des énergies renouvelables, du recyclage et de l'industrie automobile, font que l'Allemagne est estimée. Les personnes interrogées de tous les groupes cibles critiquent toutefois aussi les coûts élevés des technologies allemandes, tout comme le manque de suivi, et notamment quand on la compare au Japon par exemple qui est considéré comme plus généreux. Ceci empêcherait une coopération encore plus forte.

Politique environnementale réussie: les réussites de l'Allemagne dans la protection de l'environnement, y compris la réduction des émissions, sont considérées comme des références, dont l'Inde doit apprendre.

Transition énergétique courageuse (voire audacieuse): la transition énergétique de l'Allemagne est reconnue comme un acte de courage. Son application est toutefois critiquée et considérée comme presque irréalisable en Inde en raison des investissements et dépenses de consommation qu'elle implique.

Partenaire important: selon l'Inde, l'Allemagne est un partenaire de longue date et fiable sur le plan bilatéral et multilatéral (par ex. consultations du gouvernement avant le Grenelle de l'environnement de Paris ou dans le cadre du G20) et un des plus puissants pays de l'EU, indispensable à l'Inde. La coopération recèle beaucoup de potentiel, et notamment en ce qui concerne la réduction des émissions.

La Russie dans le détail



Principaux résultats

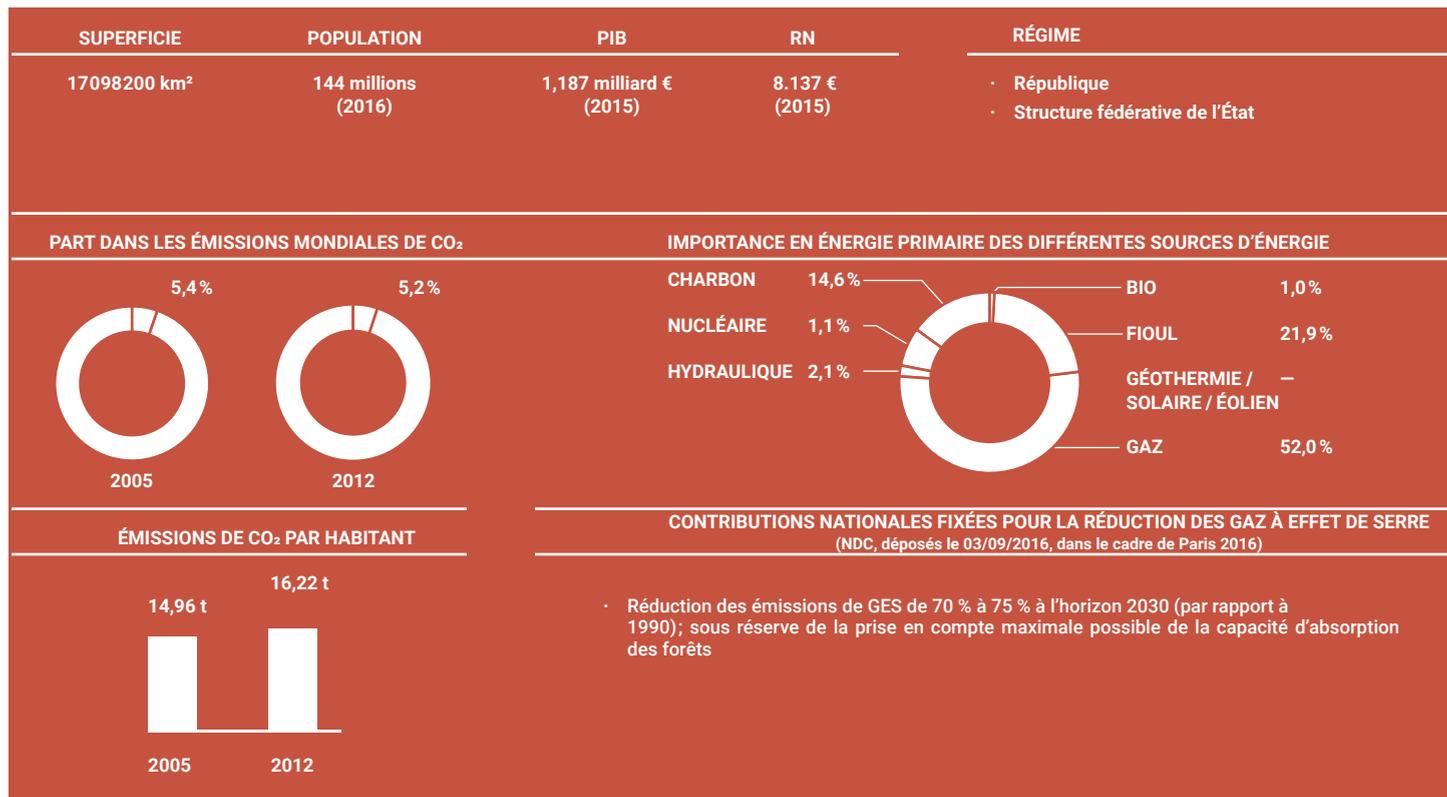
IMPORTANTANCE DE L'ACCORD DE PARIS: les décisions prises à Paris sont accueillies dans l'indifférence la plus générale. La limitation du réchauffement de la Terre à moins de 2 °C est considérée comme tout à fait irréaliste.

MOTIVATIONS ET INCITATIONS: de manière générale, il n'y a que peu de motivation à réduire les émissions. Cette démarche joue un rôle mineur. Les motifs géopolitiques et économiques sont beaucoup plus importants.

OBSTACLES: l'économie, les pouvoirs politiques et la société ne se montrent (pour l'instant) que peu intéressés par un développement avec moins d'émissions. Cette démarche est considérée comme chère et accessoire, notamment dans la crise que traverse le pays.

PERCEPTION DE L'ALLEMAGNE: l'image de l'Allemagne est très positive chez les personnes interrogées. Une collaboration étroite dans le domaine de la protection de l'environnement et du climat est vivement souhaitée.

Le pays en bref



SUPERFICIE // POPULATION // RÉGIME // REVENU PAR HABITANT: <http://www.auswaertiges-amt.de/DE/Aussenpolitik/Laender/Laenderinfos/01-Laender/RussischeFoederation.html?nnm=383178> (en date du 01/09/2016) // PIB 2015: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/01/weodata/index.aspx> (en date du 11/07/2016) // CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE: <http://www.iea.org/stats/WebGraphs/RUSSIA4.pdf> (en date du 11/07/2016)
 PART DES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO₂: Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // ÉMISSIONS DE CO₂ PAR HABITANT: Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // OBJECTIFS CLIMATIQUES: <http://cait.wri.org/indc> (en date du 11/07/2016)

Importance de l'Accord de Paris

«Je ne sais pas si le Protocole de Kyoto et la réduction des émissions sont vraiment **NÉCESSAIRES.**» (science)

«Nous avons **REMPLI** les conditions sans accord, avant même qu'il n'ait été décidé.» (administration)

«La **MARQUE DE 1,5 °C** est-elle réalisable? Il n'est pas nécessaire d'en discuter. Eu égard à la Russie et au reste du monde, elle n'est pas réaliste.» (think tanks/ONG)

«Nous avons signé l'accord international et voulons nous imposer comme le **LEADER.** Le gouvernement a désormais ordonné que nous nous développions des points de vue tactiques et stratégiques pour suivre le mouvement et produire moins de CO₂.» (économie)

Les décisions prises à Paris sont accueillies dans l'indifférence la plus générale. La limitation du réchauffement de la Terre à moins de 2 °C est considérée comme tout à fait irréaliste.

Bonnes connaissances de l'Accord de Paris et du changement climatique: bien que les décisions prises à Paris soient accueillies dans l'indifférence la plus générale, les personnes interrogées ont de bonnes connaissances à cet égard et sur le changement climatique.

Les décisions sur le climat prises à Paris sont acceptées: selon la Russie, rien ne prouve que le changement climatique est dû à l'Homme. Le pays considérant en outre que sa contribution au changement climatique est moindre, il ne se sent pas obligé d'agir. L'acceptation de l'Accord de Paris s'explique par son caractère non contraignant et l'intérêt géopolitique de la Russie à jouer un plus grand rôle à l'échelle internationale.

Les objectifs pour le climat sur le plan national sont considérés comme réalistes: en raison du fort recul des activités de production dans les années 90 et de la crise économique actuelle, la Russie réussira à réaliser facilement les réductions d'émissions fixées par rapport à l'année de référence 1990.

Doute quant à la mise en œuvre internationale: du point de vue russe, les intérêts opposés aux décisions prises à Paris des pays en voie de développement et émergents (et notamment la croissance et la lutte contre la pauvreté) empêcheront une réduction mondiale significative des émissions, voire la neutralité de l'empreinte carbone.

Aucune force motrice: la Russie suit cette tendance mondiale qui consiste à être présent dans la protection internationale du climat, sans jouer de rôle de leader.

Motivations et incitations

*«Il est toujours intéressant de s'engager dans la mesure où il s'agit de **L'ESTIME** du pays aux yeux de la communauté internationale.» (science)*

*«S'il y a donc une volonté politique d'approuver l'accord et de mettre des choses en place, nous pourrions nous targuer de l'image d'une nation verte, ce qui serait également un avantage pour notre **COMPÉTITIVITÉ** dans l'économie.» (administration)*

*«Pendant la récession, tout le monde essaie de résoudre des **PROBLÈMES DE RESSOURCES**. L'écologie n'est pas une priorité aujourd'hui pour la plupart de nos entreprises.» (économie)*

De manière générale, il n'y a que peu de motivation à réduire les émissions. Cette démarche joue un rôle mineur. Les motifs géopolitiques et économiques sont beaucoup plus importants.

Prestige international: la Russie veut être un partenaire reconnu de la communauté internationale. Elle considère donc qu'il est indispensable d'adhérer aux décisions prises pour le climat.

Économiser, s'assurer de sa compétitivité: en investissant dans des installations de production et des infrastructures qui promeuvent aussi l'efficacité énergétique et la réduction des émissions, il est possible de réaliser des économies à long terme. Ces mesures doivent aussi permettre de respecter les accords commerciaux internationaux (par ex. OMC) et d'assurer la compétitivité du pays à long terme.

Incitations internationales: les crédits de protection du climat et d'autres mécanismes déjà utilisés dans le cadre du Protocole de Kyoto représentent une incitation à être plus efficace en énergie.

Efficacité des ressources: les ressources russes en pétrole, charbon et gaz sont importantes, mais ne doivent pas être gaspillées. Dans le secteur de l'énergie, la Russie vise donc à une augmentation considérable de l'efficacité pour notamment impacter positivement les prix de l'électricité. L'éolien le long des côtes est considéré comme porteur de potentiel.

Des directives claires et contraignantes souhaitées pour l'économie: jusqu'à présent, la Russie n'a pas approuvé de lois et de programmes notables en faveur de la protection climatique. C'est toutefois ce qui est attendu d'elle à moyen terme. Sont visés de la cohérence et un caractère contraignant concernant la mise en œuvre afin d'éviter de désavantager certaines parties prenantes.

*«Une grande part de la campagne de Poutine reposait sur l'idée que la Russie était une puissance extrêmement respectueuse de l'environnement [et qui fera tout pour protéger l'environnement]. [...] Même si les dispositions **LÉGALES** dans ce secteur laissent encore à désirer, les choses changent en Russie.» (science)*

*«Nous ne pouvons pas obliger la Russie à appliquer cette stratégie [réduction des émissions], du moins pas tant que cela n'est pas nécessaire pour les principaux acteurs du marché. Les grands fabricants avec un **IMPORTANT POTENTIEL D'EXPORTATION** sont intéressés par une entrée sur les marchés étrangers pour ainsi gagner de l'argent. Si cet accès aux marchés nécessite des modernisations, pour par exemple préserver sa chaîne de valeurs et sa compétitivité, l'écologie constituera un effet secondaire.» (économie)*

*«Les entreprises qui exportent sont influentes. Elles misent beaucoup sur les émissions de carbone. Selon moi, on peut déjà l'observer dans l'industrie quand on veut **CONVAINCRE** des consommateurs que les produits doivent être bien conçus.» (administration)*

Incitations publiques et réglementation

Ambition de respecter les décisions prises à Paris: de plus en plus de réunions politiques ont lieu. Il y a aussi des idées sur le thème de l'énergie et du climat. Aucune stratégie claire n'a toutefois encore été définie et doit être visée à moyen terme.

Ambitions actuelles du gouvernement: jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas encore mis en place de prescriptions concrètes. Mais la gestion des ressources semble être d'une importance capitale pour plus d'efficacité énergétique et de compétitivité. Les facteurs économiques sont des arguments convaincants pour une production efficace en énergie.

Des packs de mesure clairs souhaités pour l'économie: l'économie surtout souhaite que le gouvernement formule et applique des lois claires. Il est essentiel que les programmes engagent tous les acteurs, car la peur d'être défavorisés et de souffrir de moins de compétitivité est grande.

Potentiels: l'utilisation d'énergies renouvelables n'en est qu'à ses balbutiements. La Russie voit toutefois du potentiel dans l'éolien. Les grandes régions côtières représentent des lieux d'implantation idéaux. L'incitation d'accroître les exportations ouvre également du potentiel. Pour être compétitif sur les marchés occidentaux, il faut toutefois que les processus de production soient plus durables et efficaces en énergie.

Incitations internationales: certaines personnes interrogées évoquent les incitations internationales, comme par ex. les crédits verts mis en place dans le cadre du Protocole de Kyoto ou encore la norme internationale en management de l'environnement ISO 14000. En restriction, elles parlent toutefois aussi de la situation tendue de politique extérieure avec ses répercussions négatives sur ces coopérations internationales.

Obstacles

«Pour pouvoir s'imposer **FINANCIÈRE-MENT**, il faut y travailler [dans les branches intenses en CO₂] car elles paient bien et proposent des assurances sociales. Nous n'avons pas d'autre choix.» (science)

«Les développements respectueux de l'environnement coûtent très **CHER**.» (science)

«Ce qui nous **RETIENT** le plus, c'est le financement.» (économie)

«Cela a un rapport avec le fait qu'**AUTRE-FOIS**, dans les années 90, de nombreux scientifiques ont été obligés de quitter notre pays. L'ancienne génération n'est donc toujours pas en mesure de reconnaître les nouvelles tendances.» (think tanks/ONG)

L'économie, les pouvoirs politiques et la société ne se montrent (pour l'instant) que peu intéressés par un développement avec moins d'émissions. Cette démarche est considérée comme chère et accessoire, notamment dans la crise que traverse le pays.

Engagement insuffisant du gouvernement: la priorité politique va à la croissance économique et pas à la réduction des émissions, dans la mesure où cette dernière ne correspond pas aux intérêts du pays en tant que l'un des plus grands producteurs de pétrole, de gaz et de charbon.

Conscience insuffisante de la population: la société russe montre peu d'intérêt pour le changement climatique, d'autant plus qu'elle ne pense pas que l'Homme en soit responsable.

Investissements élevés: les entreprises ne veulent pas investir dans la rénovation des technologies obsolètes, car cela réduirait leurs profits à court terme. Les lois qui prescrivent l'utilisation de technologies réductrices d'émissions sont donc simplement refusées par ces entreprises.

Blocages bureaucratiques pour les énergies renouvelables: la science et les ONG critiquent les blocages bureaucratiques arbitraires lorsqu'il s'agit d'accroître les énergies renouvelables ou la décentralisation de l'approvisionnement en énergie.

Imposition réduite des sources d'énergie fossiles: en raison de l'imposition réduite des sources d'énergie fossiles, il n'y a que peu d'incitations qui poussent à réduire leur utilisation dans l'économie et la société.

Peu de jeunes talents: de nombreux jeunes ingénieurs et d'autres personnes bien formées ont quitté la Russie depuis les années 90. Cette perte de savoir-faire laisse une faille aujourd'hui encore et empêche la force d'innovation dans le développement technologique.

*«Les pays développés en Europe et aux États-Unis ont des centrales nucléaires, mais beaucoup produisent dans les pays en voie de développement, délocalisent la production et ce sont désormais ces pays qui doivent payer la **FACTURE**, parce que les usines émettent beaucoup sans toutefois vraiment appartenir au pays.» (économie)*

*Nous collaborons avec elles [les entreprises] et les obligeons à prendre des mesures respectueuses de l'environnement et des tâches spécifiques dans le domaine de la **MODERNISATION** pour réduire les émissions de gaz d'échappement. Cela fonctionne bien avec les raffineries à Moscou.» (administration)*

*«Depuis l'existence du Protocole de Kyoto, 50 % des crédits verts pour le climat ont été versés à la Chine. C'est fou. Cela aide beaucoup les entreprises. [...] En théorie, les entreprises russes pourraient donc y avoir accès. Mais en **PRATIQUE**, cela dépend de la situation politique, c'est ce qui se passe aujourd'hui.» (économie)*

*«Il est essentiel que les **NORMES** soient aussi contrôlées, car les rapports sur les émissions ne sont pas toujours exacts.» (économie)*

Quasiment aucune mesure appliquée: aucune mesure de politique environnementale nationale concrète n'est citée (à l'exception de la loi sur la forêt par les représentants de l'administration). Les personnes interrogées parlent de quelques programmes locaux, comme à Moscou (MosEco-Monitoring).

Amendes faibles pour les pollueurs: les amendes pour le non-respect des normes environnementales sont basses. Certaines entreprises préfèrent donc payer des amendes plutôt que de respecter les limites d'émission.

Résistance de l'industrie: certaines grandes entreprises demandent des études sur la manière dont contester le changement climatique.

Pas de systèmes de mesure ou de contrôle centralisés: l'absence de système de contrôle par les autorités est en partie considérée comme un obstacle.

Répercussions sur l'environnement: les répercussions du changement climatique ne sont citées comme motrices que par peu de personnes. On n'observe que peu de changements dans le pays. Quelques rares mouvements environnementaux se sont formés dans le pays.

Peu de critique à la situation en cours: les voix critiques provenant de la science et des think tanks/ONG disant que la Russie ne réfléchit pas sur le long terme sont rares. Elles laissent à penser que des coûts énormes vont s'abattre sur le pays si l'économie nationale ne réussit pas à suivre l'évolution internationale en raison du manque d'innovation.

Sanctions internationales: les sanctions actuelles empêchent tout échange technologique, ainsi que l'aide financière en faveur de la modernisation technologique.

Comportement ressenti comme injuste des États industrialisés: les pays occidentaux vont délocaliser leur production dans les pays en voie de développement pour ainsi réduire les émissions dans leur pays. Ceci est considéré comme un comportement injuste.

Pas d'accords internationaux contraignants: l'absence d'obligations internationales concernant les émissions de gaz à effet de serre est critiquée par certaines personnes interrogées (surtout dans la science). Il manque une instance de contrôle internationale qui oblige les États à agir en les sanctionnant.

Perception de l'Allemagne

«L'Allemagne est un **LEADER** dans ce secteur [technique environnementale et énergétique] et serait donc le meilleur partenaire pour la Russie.» (économie)

«L'Allemagne est un pays avec lequel la Russie collabore très bien dans ce secteur [protection climatique]. (...) Ils sont un exemple qu'il faut **SUIVRE.**» (science)

«En matière d'émissions de gaz à effet et en termes de **COLLABORATION** technologique, l'Allemagne est un partenaire incontestable selon moi. Ils ont les meilleurs produits chimiques, la meilleure technologie, les plans les mieux calculés.» (think tanks/ONG)

«L'Allemagne a beau refuser **L'ÉNERGIE NUCLEAIRE**, mais elle ne le fait pas entièrement en réalité. Elle achète [si nécessaire] de l'énergie produite dans les centrales nucléaires des pays voisins.» (administration)

L'image de l'Allemagne est très positive chez les personnes interrogées. Une collaboration étroite dans le domaine de la protection de l'environnement et du climat est vivement souhaitée.

Compétence technologique: les produits allemands sont considérés comme la référence en matière de qualité et d'innovation, et ce également dans le domaine de la technique environnementale (énergie solaire et éolienne) et de la réduction des émissions (par ex. gestion des déchets, transformation et isolation).

Pionniers en politique environnementale: l'Allemagne est considérée comme pionnière internationale dans l'utilisation des énergies renouvelables et de la réduction des émissions.

Forte conscience de l'environnement: la population allemande se voit créditée d'une conscience accrue pour l'environnement, dont tous les autres pays peuvent apprendre.

Transition énergétique ambivalente: **la transition énergétique est reconnue, mais n'est pas** considérée comme très crédible (supposition selon laquelle l'énergie nucléaire française assure l'approvisionnement en électricité allemand), ni réalisable en Russie en raison de sa situation politique et des différences de taille, ainsi que des moyens financiers très différents des deux pays.

Partenaire central: la Russie accorde une grande importance à ses relations avec l'Allemagne. Le potentiel d'une coopération approfondie dans le domaine de la protection de l'environnement et du climat est estimé comme élevé, et ce grâce à une collaboration étroite et empreinte de confiance et d'objectifs communs. La recherche de l'Allemagne de marchés de vente et d'investissement lucratifs correspond aux besoins russes en investissements, développement technologique et modernisation économique.

Les États-Unis dans le détail



Principaux résultats

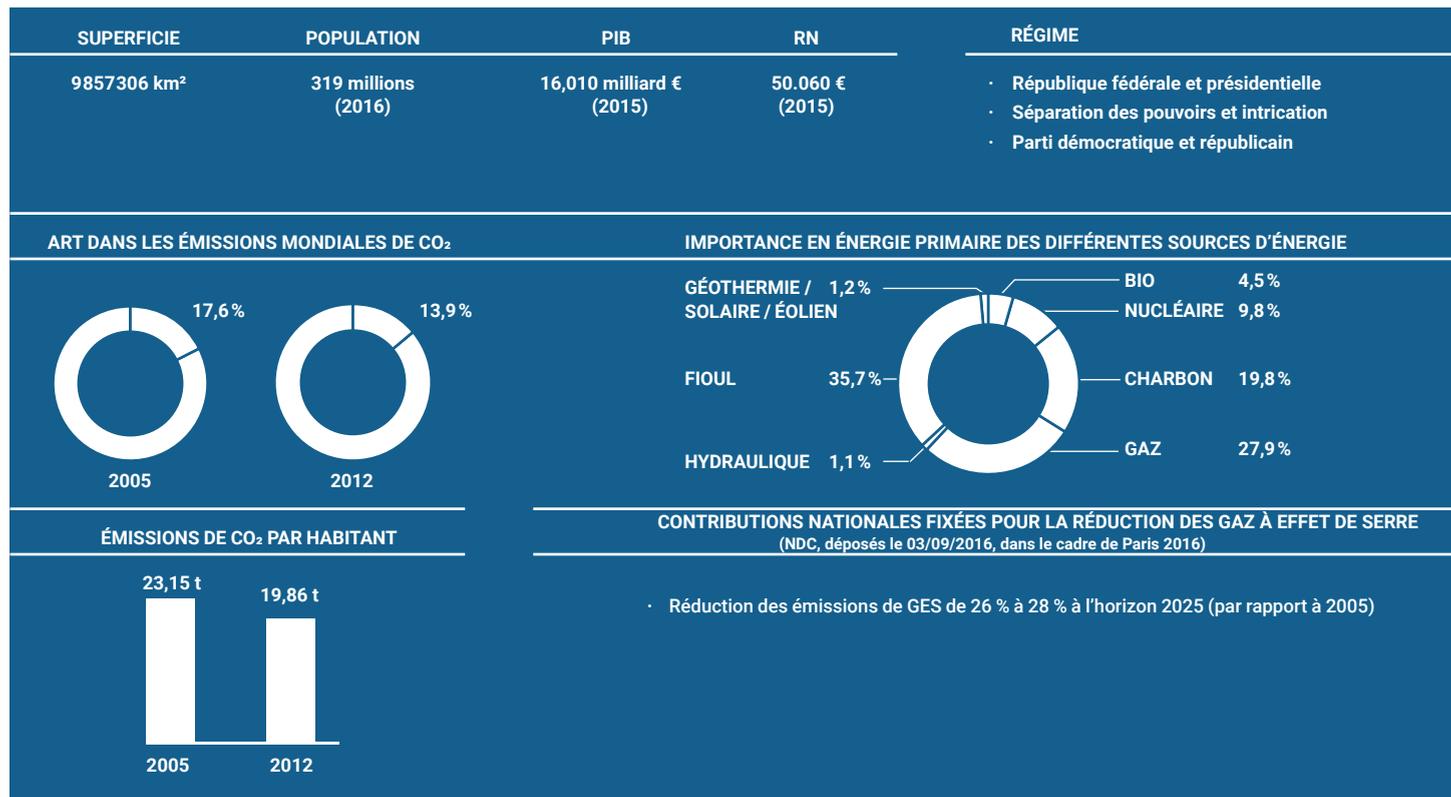
IMPORTANCE DE L'ACCORD DE PARIS: les décisions prises à Paris sont saluées et considérées comme nécessaires et réalisables par les États-Unis en raison des opportunités économiques qu'elles représentent. Si les élections nationales n'engendrent pas de variation fondamentale des taux de change, les États-Unis se voient attribuer un rôle de leader international dans ce domaine.

MOTIVATIONS ET INCITATIONS: aux États-Unis, la réduction des émissions est gérée surtout selon des points de vue économiques à court et moyen terme.

OBSTACLES: des blocages politiques réciproques sur le plan national ainsi qu'un lobby puissant de l'économie du pétrole, du gaz et du charbon font obstacle à une réduction plus forte des émissions aux États-Unis. Les choses bougent un peu plus au niveau de l'État fédéral.

PERCEPTION DE L'ALLEMAGNE: l'Allemagne est vue comme une référence en politique environnementale et comme partenaire majeur pour la réduction des émissions à l'échelle mondiale et aux États-Unis.

Le pays en bref



SUPERFICIE // POPULATION // RÉGIME // REVENU PAR HABITANT: <http://www.auswaertiges-amt.de/DE/Aussenpolitik/Laender/Laenderinfos/01-Laender/USA.html?nnm=383178> (en date du 01/09/2016) // PIB 2015: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/01/weodata/index.aspx> (en date du 11/07/2016) // CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE: <http://www.iea.org/stats/WebGraphs/USA4.pdf> (en date du 11/07/2016) // PART DES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO₂: Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // ÉMISSIONS DE CO₂ PAR HABITANT: Données selon l'outil Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), Washington, D.C.: World Resources Institute, 2015, <http://cait.wri.org> (en date du 11/07/2016) // OBJECTIFS CLIMATIQUES: <http://cait.wri.org/indc> (en date du 11/07/2016)

Importance de l'Accord de Paris

«*Nous ne voulons pas investir des sommes astronomiques dans la lutte contre les **CATASTROPHES NATURELLES.***»
(économie)

«***ENSEMBLE**, nous pouvons trouver une manière de réduire les émissions et mettre en place des choses.*» (administration)

«*Les **ÉTATS-UNIS** peuvent se positionner comme leader, notre réseau électrique et l'infrastructure doivent être ajustés et cela représente une **AFFAIRE énorme.***» (économie)

«*Il n'existe **AUCUNE MANIÈRE** d'obliger les pays à appliquer ce qu'ils se sont engagés à faire [à Paris].*» (think tanks/ONG)

Les décisions prises à Paris sont saluées et considérées comme nécessaires et réalisables par les États-Unis en raison des opportunités économiques qu'elles représentent. Si les élections nationales n'engendrent pas de variation fondamentale des taux de change, les États-Unis se voient attribuer un rôle de leader international dans ce domaine.

Bonne connaissance de l'Accord de Paris: de manière générale, les personnes interrogées connaissent bien les décisions prises à Paris. Très peu d'entre elles ne sont toutefois entrées dans le détail.

Les décisions sont saluées: en se concentrant surtout sur leur propre pays, les objectifs pour le climat négociés à Paris sont considérés comme une nécessité pour limiter les effets (déjà visibles) du changement climatique (ouragans de plus en plus forts, inondations et sécheresses).

Objectifs réalisables, mais doutes quant à l'application: pour les États-Unis, une réduction considérable des émissions est considérée comme un défi, mais réalisable technologiquement et financièrement en raison des opportunités économiques qu'elle implique. Les personnes interrogées voient la responsabilité de l'application dans les pouvoirs politiques, mais également dans l'économie et la société. Des doutes ont toutefois été émis quant au respect des autres pays des décisions prises. Du point de vue national aussi, il y a des doutes quant à l'applicabilité (à moyen terme), notamment en raison de la division politique du pays et de la puissance du lobby du pétrole, du gaz et du charbon.

Les États-Unis comme pionniers: la plupart des personnes interrogées voient les États-Unis dans un rôle de leader international, principalement sur le plan économique, mais également dans le sens d'une responsabilité mondiale. À cet égard, les élections présidentielles qui pourraient changer les tenants et aboutissants en matière de politique environnementale créent quelques incertitudes.

Motivations et incitations

*«Nous ne devons pas faire de compromis en matière de croissance ou de développement pour atteindre les objectifs pour le climat. Ne rien faire coûtera cher. De nombreuses personnes qui ne sont pas obligatoirement des défenseurs de l'environnement ont de bons **ARGUMENTS.**»*
(think tanks/ONG)

*«Le fait que la météo devienne de plus en plus perturbée fait prendre **CONSCIENCE** du changement aux Américains. Ces phénomènes touchent des gens et c'est ce qui leur fait peur.»*
(administration)

*«Certaines entreprises qui installent des panneaux solaires réalisent du bon travail (...). Les universités aussi sont très efficaces (...). Un jour, elles pourront dire: (...) nous atteignons les objectifs fixés pour le climat (...) et nous **ÉCONOMISONS** de l'argent.»* (économie)

Aux États-Unis, la réduction des émissions est gérée surtout selon des points de vue économiques à court et moyen terme.

Économies et profits: les technologies visant à augmenter l'efficacité énergétique, ainsi que l'utilisation des énergies renouvelables sont rentables aujourd'hui.

Hausse des dommages et coûts liés au réchauffement de la Terre: des catastrophes naturelles plus fréquentes et fortes, comme des sécheresses ou des ouragans (par ex. «Sandy» en 2012 ou «Katrina» en 2005) font des victimes et causent d'immenses dommages matériels. Les coûts de la reconstruction et l'interruption des chaînes d'approvisionnement sont de l'ordre de plusieurs milliards et influencent la gestion des risques professionnels.

Consommation plus durable et nouveaux potentiels de marché: les consommateurs veulent des produits plus durables et les entreprises réagissent en conséquence. Des sociétés comme Google et Tesla sont considérées comme des moteurs d'innovation. Grâce à des technologies qui réduisent les émissions, elles améliorent leur image et exploitent de nouveaux potentiels de marché.

Prestige international: la responsabilité globale des États-Unis en tant que l'un des plus grands émetteurs est reconnue. Un rôle accru comme exemple dans le développement des émissions doit améliorer le prestige international.

Engagement politique en hausse: sur le plan national, l'engagement politique s'est accru dernièrement (et notamment avec le Clean Power Plan). Des initiatives supplémentaires sont toutefois considérées comme nécessaires. Sur le plan de l'État fédéral, des pionniers comme la Californie ou New York influencent les standards des autres États. De manière générale, les souhaits exprimés sont plus d'incitations fiscales, une tarification homogène du CO₂, des programmes de formation ainsi qu'une influence moins importante du lobby de l'économie du pétrole, du gaz et du charbon.

Incitations publiques et réglementation

*«Le **CLEAN POWER PLAN**, quand on s'y penche, montre que nous allons y arriver. Ce plan fait dans tous les cas un pas majeur en direction des objectifs fixés.» (think tanks/ONG)*

*«Il y a les [incitations] que nous appelons **CAFE** pour les constructeurs de voitures aux États-Unis. Il y a aussi le Clean Power Plan que l'autorité de protection de l'environnement tente d'appliquer pour encourager les centrales nucléaires à réduire leurs émissions. Il existe des initiatives nationales pour réduire les gaz à effet de serre, comme en Californie avec le commerce des émissions avec des limites supérieures fixes ou encore dans l'Est avec la nouvelle initiative en faveur de la réduction des gaz à effet de serre. Certains États injectent beaucoup d'argent dans les piles à hydrogène, les véhicules électriques et autres démarches de ce genre. On peut donc dire que beaucoup de choses se passent actuellement dans ce secteur.» (économie)*

*«Certains États pionniers, parmi lesquels la Californie en tête, ont un programme **CAP & TRADE**.» (science)*

Divers systèmes incitatifs ont été créés aux États-Unis sur le plan national et de l'État fédéral:

Clean Power Plan: ce plan a été présenté en 2015 par l'administration Obama avec pour objectif de lutter contre le changement climatique et renforcer les énergies renouvelables. Il est appliqué sur le plan de l'État fédéral.

Normes CAFE: les normes «Corporate Average Fuel Economy» ont été mises en place en 1975 et ont pour objectif de définir des normes pour la consommation de carburants. En 2009, le Président Obama a annoncé qu'il voulait augmenter les valeurs limites existant depuis 1985. Des accords ont été signés à cet égard en 2011.

Clean Air Act: approuvé pour la première fois dans les années 60, ce code a pour objectif national de réduire la pollution de l'air et les gaz à effet de serre. Les dernières modifications fondamentales remontent aux années 90.

California Global Warming Solutions Act (AB32): la loi de l'État de Californie pour la réduction des gaz à effet de serre a été approuvée en 2016 avec la mise en place du Cap & Trade pour l'établissement du commerce des émissions.

Exemples spécifiques sur le marché de l'industrie et des consommateurs:

Subventionnement des énergies renouvelables comme l'électricité solaire ou l'éolien

Avantages fiscaux en cas d'achat de véhicules hybrides et électriques

Incitations financières et aides techniques pour l'économie agricole et sylvicole

Programmes de formation et de sensibilisation sur les énergies renouvelables

*«Les entreprises qui pensent au social et à l'international ... ont la volonté de changer les choses, de recycler et veulent devenir efficaces en énergie ... et les **COÛTS** pour les sources d'énergie renouvelable ont beaucoup baissé dans les cinq dernières années.» (think tanks/ONG)*

*«Nous avons besoin du gouvernement pour tout **CHAPEAUTER** et c'est actuellement le problème des États-Unis.» (économie)*

*«Une chose est sûre: elles [les entreprises] n'ont pas les moyens, les bonnes plateformes pour créer des **RELATIONS** et ensuite trouver des gens qui partagent leurs opinions pour financer leurs activités.» (économie)*

*«Je pense que certaines entreprises ont pris de l'avance sur l'opinion publique, car il faut quelquefois qu'elles **ANTICIPENT**.» (administration)*

Empressement et ambitions en hausse pour la réduction des émissions: les entreprises et organisations misent de plus en plus souvent sur des techniques novatrices pour la réduction des émissions et sont considérées comme modernes par la population pour la production d'électricité (panneaux solaires) et la réduction du CO₂ (utilisation de véhicules GPL et électriques, isolation des bâtiments).

Les potentiels économiques de la réduction des émissions sont exploités de manière croissante:

Réputation des marques: les clients et donc aussi les fournisseurs ont de plus en plus d'attentes quant à la responsabilisation de la société pour une économie durable. L'objectif visé est une meilleure image en liant ces valeurs avec l'innovation. Apple et Google notamment font figure d'exemple.

Développement de nouveaux modèles commerciaux: sont au centre des préoccupations la production d'électricité (et notamment l'industrie solaire), la mobilité électrique, mais aussi le suivi de la consommation ou le stockage des émissions (dans des fermes d'algues par exemple).

Utilisation des potentiels de coûts: les coûts baissent grâce à l'efficacité énergétique et la baisse des prix des énergies renouvelables au cours des cinq dernières années.

Nombreuses attentes au gouvernement: le développement continu de programmes commencés et d'initiatives légales pour l'application des objectifs climatiques (et notamment sur plan national), le soutien aux recherches scientifiques et la mise en réseau d'entreprises et d'investisseurs, la promotion d'un comportement zéro émissions (par ex. par des subventions, des réductions d'impôts ou le commerce des émissions), ainsi que la poursuite de la sensibilisation et de la formation de la population (programmes de formation) sont exigés. L'objectif est une répartition juste des charges d'une réduction des émissions sur tous les pouvoirs de la société, tout en mettant un frein aux représentants de technologies obsolètes, ainsi que l'investissement dans une infrastructure moderne (réseaux électriques).

Obstacles

«La loi sur les carburants n'a pas été amendée depuis 30 ans. (...) Nous pouvons presque dire que nous subventionnons l'essence. C'est une démarche **CONTREPRODUCTIVE**, il faudrait que les taxes sur l'essence soient bien plus élevées.» (think tanks/ONG)

«Je ne voudrais pas me répéter, mais les États-Unis sont régis par **L'ARGENT**.» (économie)

«L'idée d'un **SCEPTICISME CLIMATIQUE** n'existe pas en réalité, elle est alimentée par le lobby du pétrole et du gaz.» (administration)

«Nous sommes l'un des rares pays dans lequel une grande partie de la population ne croit pas à l'évolution. Comment alors les **POUSSER** à croire au changement climatique.» (science)

Des blocages politiques réciproques sur le plan national ainsi qu'un lobby puissant de l'économie du pétrole, du gaz et du charbon font obstacle à une réduction plus forte des émissions aux États-Unis. Les choses bougent un peu plus au niveau de l'État fédéral.

Incertitude de planification en raison de blocages politiques: la polarisation politique conduit au blocage d'initiatives législatives essentielles (par ex. Clean Power Plan). Les élections présidentielles nationales notamment pourraient impliquer le retrait pur et simple des lois et ordonnances de limitation des émissions. Les entreprises n'investissent donc pas. Les plans d'agrandissement de l'infrastructure (par ex. stations de charge pour véhicules électriques) sont freinés par certains États.

Des calculs de coûts et de rendement font obstacle au changement: les investissements dans l'efficacité énergétique ou les énergies renouvelables sont rentables à long terme surtout. Le pétrole, le gaz et le charbon en revanche sont (encore) des sources d'énergie très abordables et donc intéressantes.

Informations inquiétantes: le lobby de l'industrie du pétrole, du gaz et du charbon s'oppose à une réduction massive des émissions. Les études qu'il mandate, portant notamment sur la fiabilité des énergies renouvelables ou encore sur la responsabilité de l'Homme dans le changement climatique, créent de l'incertitude.

Désintérêt public: le manque de formation ou d'information d'une part et la stratégie de consommation d'autre part font obstacle à l'intérêt et l'engagement personnels de la plupart des Américains en faveur de la protection du climat. Même du point de vue de l'augmentation des catastrophes naturelles, la réduction des émissions ne paraît que peu intéressante pour agir plus durablement au présent parce qu'elle ne se fera ressentir que bien plus tard.

*«Je crois qu'il n'y a pas d'autre endroit sur Terre où un lobby est aussi fort qu'ici aux États-Unis lorsqu'il s'agit d'influencer les élections et les opinions politiques, voire même les plans d'action des élus. (...) L'idée d'un **SCEPTICISME CLIMATIQUE** n'existe pas en réalité, elle est alimentée par le lobby du pétrole et du gaz.» (administration)*

*«Il existe donc un projet qui tente d'amener l'électricité produite dans des fermes éoliennes au Kansas vers l'Illinois et d'autres États dans l'est. Les citoyens du Missouri s'y **OPPOSENT**. Ils ne veulent pas de lignes haute puissance qui traversent leur État, car cela ne représente pas d'avantage pour eux.» (science)*

La mise en place à l'échelle fédérale de nombreux projets a échoué:

Clean Power Plan bloqué sur le plan national: des intérêts politiques et professionnels bloquent la voie.

Plan High Speed Rail de l'administration Obama pas appliqué dans le détail: dans ce cas aussi, la responsabilité se trouvait au niveau de l'État fédéral. La construction d'un réseau global pour promouvoir des systèmes de transport plus pauvres en émissions a échoué.

Les ambitions de décentralisation de l'électricité sont bloquées par certains États: l'établissement de nouvelles infrastructures (par ex. stations de charge pour les véhicules électriques) n'avancera pas de cette manière.

Financement d'études inquiétantes: elles sont souvent financées par l'industrie du pétrole, du gaz et du charbon et renient le changement climatique ainsi qu'une mise en place réussie des énergies renouvelables.

Les opportunités ne sont pas exploitées: toutes les technologies disponibles ne sont pas exploitées (par ex. dans l'agriculture, aliments/additifs). Il manque des capitaux, des réseaux, des directives légales claires et des programmes.

Perception de l'Allemagne

«L'Allemagne peut servir d'exemple avec son **EXPERTISE.**» (think tanks/ONG)

«L'Allemagne est un **LEADER** et les mesures qui y sont prises ont vraiment fait baisser les émissions des gaz à effet de serre.» (science)

«À mon avis, l'Allemagne n'a pas seulement ce qui se fait de mieux en matière de technologie, mais elle a un **SENS** plutôt aigu pour créer des directives qui permettent une commercialisation efficace de ces technologies.» (administration)

«L'Allemagne doit montrer que la manière dont elle exploite les énergies renouvelables est **COMPÉTITIVE.**» (économie)

L'Allemagne est vue comme une référence en politique environnementale et comme partenaire majeur pour la réduction des émissions à l'échelle mondiale et aux États-Unis.

L'Allemagne comme référence et partenaire: L'Allemagne est considérée comme un pionnier et un acteur constructif dans la politique environnementale internationale. L'importance accordée par la société aux aspects environnementaux est particulièrement élevée. En matière d'efficacité énergétique et des ressources, ainsi que d'énergies renouvelables, les États-Unis voient l'Allemagne comme une référence incontestable et donc comme principal partenaire de coopération européen.

Réussite économique, pointe de la technologie: Les Américains admirent le fait que l'Allemagne ait réussi à augmenter d'un tiers la part des énergies renouvelables dans la consommation d'électricité sans toutefois avoir subi de dommage économique perceptible. En matière d'énergie solaire et éolienne, ainsi que de géothermie ou de gestion des ressources, l'économie allemande est considérée comme novatrice et compétitive.

Audace politique, expérience administrative: la mise en œuvre, le financement et l'administration de la transition énergétique et donc l'expérience acquise sont reconnus. La rétribution de l'énergie produite et notamment en ce qui concerne la large distribution de l'énergie solaire est considérée comme exemplaire.

Revers de la transition énergétique: les prix en hausse de l'électricité et les investissements élevés dans le secteur de l'infrastructure d'énergie allant de pair avec la transition énergétique font douter (et surtout les personnes interrogées de la science) quant à la compétitivité future de l'économie allemande et donc du rôle exemplaire du pays. Les Américains considèrent que le fait que l'Allemagne est obligée d'utiliser l'électricité issue du charbon de son pays et l'électricité nucléaire française pour garantir son approvisionnement en électricité est un véritable paradoxe.

Comparatif entre pays et opportunités pour l'Allemagne



Comparatif entre pays et opportunités pour l'Allemagne

«Il s'agit d'une occasion unique de consolider la **RÉPUTATION** de la Chine comme nation formidable.» (Chine, administration)

«Les objectifs ne sont pas réalistes parce que la population **CROÎT** et le besoin en produits aussi.» (Inde, économie)

Je pense que la Russie a signé l'accord pour ne pas se faire d'ennemis et suivre la **TENDANCE.**» (Russie, économie)

«Il n'existe aucune manière d'obliger les pays à **APPLIQUER** ce qu'ils se sont engagés à faire [à Paris].» (États-Unis, think tanks/ONG)

Importance de l'Accord de Paris

L'acceptation des décisions prises à Paris et la compréhension des rôles varient: alors que les objectifs négociés à Paris sont considérés comme nécessaires en Chine, en Inde et aux États-Unis en raison des répercussions négatives visibles du changement climatique et valent également comme opportunité économique en Chine et aux États-Unis surtout, ils sont salués de manière moins manifeste en Russie. La Chine et les États-Unis (du moins en ce qui concerne l'orientation politique nationale des dernières années) se voient dans des rôles de leader dans la réduction mondiale des émissions. L'Inde et la Russie en revanche se considèrent comme des retardataires, qui ne s'opposent pas aux objectifs climatiques de Paris, mais demandent une aide économique pour les appliquer.

Atteinte des objectifs climatiques vue comme un défi de taille différente, doute quant à la mise en œuvre par les autres États: en Russie, le défi est considéré comme faible en raison du recul de la production industrielle et donc des émissions depuis les années 90, comme financièrement et techniquement réalisable aux États-Unis, comme ambitieux, mais réalisable à moyen terme en Chine en raison de leur retard de développement et comme un très grand défi à long terme en Inde en raison de la pauvreté qui y règne. Dans tous les pays, des doutes sont également émis quant à l'application des objectifs climatiques par les autres pays, notamment dans le contexte des objectifs de développement des pays émergents et en voie de développement qui vont à l'encontre de la protection du climat. L'objectif de 2°C est donc considéré comme difficilement réalisable.

Comparatif entre pays et opportunités pour l'Allemagne

Conséquences pour l'Allemagne

Engagement accru sur le plan européen: le fait que la Chine et les États-Unis qui freinaient jusqu'à présent la protection climatique internationale soient aujourd'hui devenus les principaux moteurs encourage le processus, tout en confirmant le rôle de moins en moins important de l'Europe qui pendant longtemps a fait office de précurseur. L'engagement en faveur de la protection climatique de l'Allemagne dans le cadre de l'ONU et du G7/G20 doit se renforcer, et surtout en faisant encore plus évoluer la politique environnementale européenne. Trop se concentrer sur les objectifs climatiques de l'Allemagne n'est toutefois pas utile, en raison de la difficulté de trouver un consensus avec les autres pays membres de l'UE. Du point de vue global en effet, l'UE est la seule à disposer de suffisamment d'influence et d'un cadre réglementaire potentiellement efficace avec le commerce des émissions, en termes d'économie et en tant qu'émetteur de CO₂.

Coopération avec les grands pays émetteurs: l'initiative de partenariat allemand pour l'encouragement des pays en voie de développement dans la conception de leurs contributions fixées dans le cadre de l'Accord de Paris semble logique. Simultanément, l'engagement allemand doit également se concentrer sur les grands États émetteurs. Leur comportement est en effet décisif pour la protection mondiale du climat. Leur attitude positive par rapport à l'Accord de Paris étend les possibilités de coopération du point de vue allemand.

Comparatif entre pays et opportunités pour l'Allemagne

«*Nous parlons de développement vert et de la mise en place d'une société écologique. Nous avons toujours su que la pression de la communauté internationale aidera la Chine à se **TRANSFORMER**, grandir et prendre du pouvoir.*» (Chine, administration)

«*Si les deux pays coopèrent et que nous utilisons des technologies allemandes pour les amener en Inde, cela créerait de nombreux **RENDEMENTS** pour nous*» (Inde, économie)

«*Si nous voulons produire de l'électricité de manière respectueuse de l'environnement, je choisirais l'Allemagne pour une collaboration, car nous avons besoin d'argent pour **Y ARRIVER.***» (Russie, économie)

«*Nous ne devons pas faire de compromis en matière de croissance ou de développement pour atteindre les objectifs pour le climat. Ne rien faire coûtera cher. De nombreuses personnes qui ne sont pas obligatoirement des défenseurs de l'environnement ont de bons **ARGUMENTS.***» (États-Unis, think tanks/ONG)

Motivations et incitations

Calcul économique décisif pour la réduction des émissions: aux États-Unis surtout et de plus en plus souvent en Chine, on trouve des investissements dans la réduction des émissions pour améliorer l'efficacité énergétique et la compétitivité. Les énergies renouvelables représentent également certaines options d'investissement intéressantes. À l'exception des États-Unis, les aides financières internationales incitent également à moderniser le secteur de l'industrie et de l'énergie. Simultanément, les catastrophes naturelles de plus en plus importantes en raison du changement climatique sont considérées comme impactant considérablement l'économie et le social.

Intérêts géopolitiques comme motivation: à part pour l'Inde (pour l'instant), l'ambition d'améliorer son image nationale et de renforcer son rôle de leader à l'international vient dans tous les pays en soutien à la réduction des émissions.

Conscience de la société présente comme motivation, mais peu marquée: par principe, tous les pays citent la responsabilité envers les générations futures comme une motivation. Dans aucun des pays, il n'y a toutefois de conscience forte du problème dans les strates de la société, mais elle augmente. Aux États-Unis et en partie aussi en Chine, les réflexions durables sont de plus en plus prises en considération par les strates intermédiaires urbaines. Les entreprises réagissent en commercialisant les produits correspondants.

Comparatif entre pays et opportunités pour l'Allemagne

«*[Chez nous en Chine] Il y a encore un grand ÉCART entre les régions bien et moins bien développées. Dans les régions les plus faibles économiquement surtout, le seul objectif des gens est d'avoir à manger tous les jours.*» (Chine, science)

«*Ils [les Allemands] peuvent AIDER, mais chez nous, il n'y a personne à la base [de la mise en œuvre].*» (Inde, think tanks/ONG)

«*Ce qui FONCTIONNE dans les autres pays ne fonctionnera pas ou pas sans condition chez nous.*» (Russie, administration)

«*Je ne voudrais pas me répéter, mais les États-Unis sont régis par L'ARGENT.*» (États-Unis, économie)

Obstacles

Intérêts économiques opposés: en Inde, en Russie et surtout en Chine, la priorité est donnée à une croissance rapide en raison de la lutte contre la pauvreté et de l'augmentation de la prospérité par rapport à des aspects de développement plus durables. Les objectifs climatiques ambitieux qui doivent être atteints rapidement sont surtout considérés comme néfastes pour leur propre économie.

Pratiques anciennes et résistance des perdants potentiels: les habitudes de chauffage en Chine et en Inde, ainsi que les intérêts de l'économie du pétrole, du gaz et du charbon, voire d'entreprises très énergivores qui créent beaucoup d'emplois et de valeurs, s'opposent à la protection climatique dans tous les pays. Il faut des investissements énormes pour une production efficace en énergie et en ressources.

Manque de volonté politique et de capacités administratives: la volonté politique dans les pays n'est pas la même partout, et on peut observer des lacunes dans tous. En Chine et aux États-Unis, les initiatives politiques ont pris de l'ampleur sur le plan national. En Inde et en Russie, les pas franchis restent en revanche plutôt rudimentaires. À l'exception des États-Unis, l'État et l'administration des pays analysés disposent en outre de capacités réglementaires et techniques insuffisantes pour une conception cohérente des lois et leur mise en œuvre. Dans ce cadre, la corruption joue un problème majeur.

Conséquences pour l'Allemagne

Vérifier les offres de coopération régulièrement: dans le contexte des aspects cités plus haut, les acteurs allemands doivent donc vérifier régulièrement les offres de coopération. Car contrairement au débat allemand, dans les pays analysés, les réductions des émissions sont avant tout considérées et discutées sous des points de vue économiques à moyen terme. Les coopérations dont l'objectif de réduction des émissions s'adresse le mieux aux motivations et obstacles des pays partenaires sont donc les plus prometteuses. Cela semble évident, mais ne l'est pas vraiment. La protection du climat reste en effet un objectif important. Son effet sera toutefois très probablement supérieur si elle est associée à d'autres objectifs. Pour y arriver, il faut changer la façon de penser de nombreuses parties prenantes qui se concentrent surtout sur la protection du climat.

Collaboration renforcée au-delà des gouvernements nationaux: indépendamment de la volonté politique sur le plan national, les pays analysés présentent de nombreux acteurs sur divers plans (local, État fédéral) et dans différents secteurs (économie, science, société civile) avec lesquels des coopérations efficaces semblent possibles pour la réduction des émissions. Dans ce cadre, les acteurs allemands devraient faire évoluer leurs offres.

Comparatif entre pays et opportunités pour l'Allemagne

«*Quand on veut améliorer les lois et réglementations, on peut **APPRENDRE** des pays développés qui ont adapté leur système. Lorsqu'il s'agit d'avantages techniques, nous devons coopérer avec des pays qui ont fait leur preuve dans les économies d'énergie et la baisse des émissions, comme l'Allemagne.*» (Chine, économie)

«*L'Allemagne est dans tous les cas un partenaire privilégié. Ils disposent de la technologie et du savoir-faire qu'ils peuvent **PARTAGER** avec nous.*» (Inde, administration)

«*Nous **AIMERIONS** bien sûr avoir des fabricants allemands ici, qui travaillent à l'échelle locale et s'installent ici pour que les produits soient russes.*» (Russie, administration)

«*Ce serait bien si l'Allemagne mandatait une société de RP aux États-Unis pour **TRANS-METTRE** toutes les bonnes choses que le pays a créées.*» (États-Unis, think tanks/ONG)

La perception de l'Allemagne

Prestige élevé, mais aussi scepticisme: l'Allemagne doit son prestige dans les pays analysés à son engagement en faveur de la protection climatique internationale. Les technologies pour l'efficacité énergétique et les ressources, tout comme l'évolution rapide des énergies renouvelables au cours des dernières années sont particulièrement admirées. Du point de vue administratif et politique, l'expérience de longue date en matière de politique environnementale de l'Allemagne est appréciée. Les technologies allemandes sont toutefois considérées comme chères. La transition énergétique est également associée à des coûts élevés, et est donc vue avec scepticisme et comme difficilement réalisable. Les prix élevés de l'énergie en Allemagne nourrissent des doutes quant à la compétitivité allemande, et ce aux États-Unis surtout.

Conséquences pour l'Allemagne

Utiliser sa réputation et vérifier l'utilité de la transition énergétique: pour le transfert des connaissances et des technologies notamment, les conseils en efficacité énergétique et des ressources, ainsi que pour ses processus administratifs, l'Allemagne peut se reposer sur son image et jouer un rôle plus important dans la réduction des émissions par un engagement plus fort. La transition énergétique peut servir d'exemple si elle représente un modèle de réussite économique, et notamment aussi eu égard aux coûts à court et moyen terme associés. A contrario, la transition énergétique peut également faire peur et donc avoir des répercussions contre-productives sur le développement des émissions d'autres pays. Les partenaires internationaux doivent donc donner une image réaliste du degré d'implantation de la transition énergétique, pas dans le sens d'une remise en question des objectifs fondamentaux de la transition énergétique, mais sous forme d'échange d'expérience en citant des exemples de bonne et de mauvaise pratique. Les autres pays profitent ainsi d'expériences précieuses pour une mise en place effective, efficace et soutenue par la société ou une modernisation de leurs systèmes d'énergie.

Mentions légales



Auteurs

Dr Hans-Jürgen Frieß et Katja Kiefer, Ipsos
Jasper Eitze et Vedrana Lemor, Konrad-Adenauer-Stiftung

Coordination et rédaction du projet

Jasper Eitze et Vedrana Lemor, Dialogue Politique et Analyse,
Collaboration Européenne et Internationale,
Konrad-Adenauer-Stiftung

Éditeur

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.,
Collaboration Européenne et Internationale, 10907 Berlin,
Allemagne

Étude

Ipsos GmbH, Schwartzkopffstr. 11, 10115 Berlin, Allemagne

Conception

racken GmbH – Agentur für nachhaltige Kommunikation, Berlin

1^{er} tirage

Berlin, novembre 2016

ISBN 978-3-95721-298-6

Crédits photo

©rclassenlayouts / iStockphoto (p. 1),
©Natural Earth Data (p. 6), ©Aania /
Adobe Stock (p. 9, 10, 38), ©Bartosz
Hadyniak / iStockphoto (p. 9, 17, 38),
©V. Zhuravlev / Adobe Stock (p. 9, 24, 38),
©JTGraxif / Adobe Stock (p. 9, 31, 38)



Le texte de cet ouvrage est soumis à
licence conformément aux conditions de
Creative Commons «Citation de noms –
reproduction dans les mêmes conditions
3.0 Allemagne», (CC BY-SA 3.0 DE),
consultable à l'adresse:
[https://creativecommons.org/licenses/
by-sa/3.0/de/deed.fr](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/de/deed.fr)

www.kas.de

Pour plus d'informations sur
l'étude, reportez-vous à la page:



www.kas.de/reduction-emissions

www.kas.de

ISBN 978-3-95721-298-6